

FRANÇOIS DE LAGAUSIE

**les échanges inégaux
de temps de travail et l'inflation**

éditions anthropos

Quatrième de couverture

Il s'agit d'une recherche théorique qui, après une analyse critique du Capital, propose de généraliser la théorie de la plus-value et de tracer les grandes lignes d'une Économie du temps de travail.

Telle qu'elle a été définie par Marx, la Valeur est un concept idéaliste au sens marxiste du terme. D'où son principal défaut : l'impossibilité de la calculer, c'est-à-dire de s'en servir.

Il faut revenir aux réalités quotidiennes : le prix des choses, le temps de travail concret nécessaire à les produire, et étudier comment varie le rapport entre les deux sous l'influence de différents facteurs, notamment les luttes sociales.

ISBN 2-7157-0312-0

Les échanges inégaux de temps de travail et l'inflation

Marxisme et recherche théorique en Economie

François de LAGAUSIE

Deuxième partie : **LA LIGNE GENERALE**

Edition d'origine :

ISBN 2-7157-0312-0 1978

éditions anthropos

12, Avenue du Maine 75015 - Paris

Quatrième de couverture :

Il s'agit d'une recherche théorique qui, après une analyse critique du Capital, propose de généraliser la théorie de la plus-value et de tracer les grandes lignes d'une Economie du temps de travail.

Telle qu'elle a été définie par Marx, la Valeur est un concept idéaliste au sens marxiste du terme. D'où son principal défaut : l'impossibilité de la calculer, c'est-à-dire de s'en servir.

Il faut revenir aux réalités quotidiennes : le prix des choses, le temps de travail concret nécessaire à les produire, et étudier comment varie le rapport entre les deux sous l'influence de différents facteurs, notamment les luttes sociales.

François de Lagausie

Ingénieur agronome et Economiste (1915 – 1983)

Le livre d'origine se décompose comme suit :

- **Introduction**
- Première partie : Les contradictions d'une théorie idéaliste
- **Deuxième partie : La ligne générale**
- Troisième partie : L'inflation
- Quatrième partie : Etudes complémentaires
- Annexe : Note sur l'établissement du tableau des opérations monétaires entre les ménages et le système économique.
- Bibliographie
- Tables des matières du livre d'origine

*Vous trouverez dans cet extrait : **L'Introduction et la Deuxième partie.**
Ainsi que la **Bibliographie**, et la **Table des matières** du livre d'origine.*

Après l'analyse critique du **Capital** dans la Première partie, la Deuxième partie propose de généraliser la théorie de la plus-value et de tracer les grandes lignes d'une **Economie du temps de travail**. Elle définit en particulier le concept d'**Ouvraison** au Chapitre 6, p. 38. Et dans la Conclusion le rappel du schéma définissant le concept de **Valeur économique** p.53.

Sommaire

Introduction	5
Deuxième partie : La ligne générale	9
Chapitre 1 : Dialectique de la valeur et réalité	9
Chapitre 2 : Le matérialisme historique	12
Chapitre 3 : Naissance de la valeur économique	16
a) <i>Les échanges par dons réciproques</i>	16
b) <i>Naissance de la qualité et de la mesure</i>	17
c) <i>De la mesure des valeurs à l'évaluation monétaire</i>	20
Chapitre 4 : L'infrastructure économique	24
a) <i>La contrainte de temps</i>	24
b) <i>La population active employée</i>	24
c) <i>Le temps employé à produire</i>	28
d) <i>La contrainte d'efficacité</i>	30
Chapitre 5 : L'idéologie économique.....	31
a) <i>La valeur subjective</i>	31
b) <i>Le rôle en idéologie économique</i>	33
c) <i>Valeur et prix</i>	34
Chapitre 6 : Structure sociale et valeur économique	34
a) <i>La comptabilité sociale</i>	34
b) <i>La contrainte monétaire</i>	37
c) <i>Les échanges inégaux de temps de travail</i>	40
d) <i>Valeur économique et rapport de forces</i>	45
Chapitre 7 : Les échanges internationaux de temps de travail	52
Chapitre 8 : Conclusion	53
Bibliographie	56
Tables des matières du livre d'origine	58

Site Web : <http://mdlwvs.pros.orange.fr/value/>

INTRODUCTION

Les expériences négatives sont parfois plus positives que les positives. Lorsqu'une théorie entre en contradiction avec la réalité et ne permet pas de résoudre un problème, bref, lorsqu'une théorie ne marche pas, l'esprit rigoureux est obligé de faire un effort de réflexion. Par contre il faut avoir quelque «dérangement du caractère» pour remettre en question les idées qui donnent satisfaction.

De ce point de vue, l'inconvénient du marxisme est son succès. Pourquoi contester un homme qui, il y a plus d'un siècle, en plein essor du capitalisme, découvre presque tous les vices de ce système et annonce sa disparition par suite d'une incompatibilité entre le caractère social, collectiviste, de la grande production industrielle et le maintien de la propriété privée de ces nouveaux, et gigantesques moyens de production, un homme qui voit dans les exploités une force sociale capable de créer une société nouvelle et fonde à cette fin l'Internationale ?

Devant une analyse, une prévision et une activité aussi remarquables, il n'y a place que pour l'admiration. Aussi il ne viendrait pas à l'esprit d'un militant de chercher des poux sur la grosse tête de Marx.

L'idée que la science progresse dans une incessante dialectique entre les concepts et les réalités du monde qui nous entoure est familière aux marxistes. La réciproque, celle que la science ne progresse pas lorsque cette dialectique est bloquée, est beaucoup moins comprise. Parce que Marx a écrit : « il ne s'agit plus d'interpréter le monde mais de le transformer », bien des disciples pensent que le travail d'interprétation est terminé depuis un siècle et qu'il suffit d'agir. La réflexion théorique se limite le plus souvent à l'exposé clair et cohérent de la pensée du maître, à dissiper quelques confusions nées des obscurités d'une œuvre inachevée, et le seul progrès véritable de cette réflexion ne se réalise que dans l'application des principes. La recherche appliquée, tel est le domaine où se manifeste la pensée marxiste vivante. Par une curieuse contradiction, la dialectique semble canalisée, enfermée à un certain niveau.

L'ouvrage que le lecteur a entre les mains a pour ambition de montrer que la recherche théorique fondamentale est aujourd'hui une impérieuse nécessité pour les marxistes.

Le chercheur scientifique découvre parfois, au hasard d'une expérience, que la théorie admise ne lui donne pas une explication acceptable. Il a dans sa tête un outil intellectuel qui se révèle mal affûté, mal emmanché, inutilisable pour atteindre l'objectif qu'il poursuit. Il lui reste deux solutions : constater l'échec et en rester là ou fabriquer un nouvel outil plus convenable. S'il a la chance que cette fabrication ne lui donne pas trop de mal c'est tout naturellement qu'il choisit la deuxième solution.

L'expérience qui a servi de point de départ à une remise en question de l'œuvre de Marx et à son développement sur de nouvelles bases plus conformes à la réalité, se situe dans le domaine économique.

La place que tient la théorie de la valeur et de la plus-value dans l'œuvre de Marx est bien connue. C'est le fondement de sa description du fonctionnement de l'économie capitaliste et la base du projet de création d'une société socialiste.

Or, il est un fait anormal pour une œuvre scientifique, sur lequel l'intention n'a pas été assez attirée : voici une théorie qui définit la valeur des marchandises, la valeur de la force de travail et, par différence, le travail non payé, la plus-value, cependant personne n'utilise ces définitions pour les calculer, les étudier, tracer des courbes montrant que la plus-value a augmenté ou diminué, etc. Lorsque l'on veut décrire la situation des ouvriers, on cite des

chiffres de salaires, de prix, de profits, de temps de travail, mais pratiquement jamais de plus-value.

Il y a donc un fossé qui semble infranchissable entre le concept, celui de valeur, et la réalité qui est constituée de prix, de temps de travail. C'est de ce fait expérimental que nous allons partir pour établir un mouvement dialectique, une opposition motrice entre la réalité et les notions théoriques fondamentales.

Dans une première partie, nous allons relire attentivement le Capital en mettant exclusivement en évidence la logique de la construction afin de vérifier s'il y a bien impossibilité de calculer une valeur quelconque et d'en rechercher les raisons.

Certains auteurs suggèrent que cette impossibilité tient aux défauts de l'appareillage statistique «bourgeois»; Il n'en est rien. Si, comme le dit Marx, la valeur d'une marchandise est proportionnelle à la durée du travail nécessaire à la produire, il suffit de connaître cette durée pour l'évaluer. Or, de nombreuses études publiées ces dernières années calculent les temps de travail dépensés dans toute l'économie nationale pour produire les différentes catégories de marchandises et de services. Il n'y a aucune difficulté à calculer, par exemple, que le manoeuvre de l'industrie travaille pendant un temps double de celui nécessaire à produire sa consommation et celle de sa famille. On prouve ainsi mais dans une autre formulation, ce que Marx cherchait à démontrer : l'existence d'un taux de plus-value de 100%.

La difficulté n'est donc pas d'ordre pratique mais conceptuel. Le problème est posé par Marx de telle façon qu'il est insoluble. L'impossibilité d'un calcul tient au fait que la notion de valeur est devenue dans son exposé un concept métaphysique au sens précis du terme : une grandeur qui a une apparence physique mais qui est produit de l'imagination. C'est la nature insaisissable de la valeur qui empêche de la calculer.

Cette relecture du Capital ne doit pas être seulement critique. Elle est indispensable car en suivant le raisonnement de Marx, en analysant les difficultés qu'il rencontre et la manière dont il les surmonte, nous trouverons tous les éléments qui ouvrent la voie à une nouvelle formulation plus proche de la réalité.

Tout chercheur est dépendant des connaissances de son temps. Marx apprend l'Économie en lisant les Physiocrates et les maîtres de l'école classique anglaise. Il trouve chez eux les matériaux de sa construction. C'est Ricardo qui commence ses Principes de l'Économie Politique et de l'impôt par ces mots : «La valeur d'une marchandise, ou la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend de la quantité relative de travail nécessaire pour la produire.

Pour justifier ce principe, il faut répondre à un certain nombre d'objections. La première est que le prix courant d'une marchandise est très variable et n'est visiblement proportionnel que de loin avec la quantité de travail nécessaire à la produire. Pensons, par exemple, au prix du pétrole. Aussi, le premier pas consiste à imaginer un concept abstrait : la valeur, distincte du prix constaté chaque jour sur le marché. De ce fait, le problème fondamental pour tous les économistes de cette école est d'expliquer les écarts entre le prix et cette valeur théorique.

Pour y parvenir, il faut suivre un raisonnement par étapes, en recensant les différentes questions auxquelles il faut répondre. On peut dire que toutes les questions que pose Ricardo se retrouvent chez Marx et, parfois, les réponses sont les mêmes ou n'en sont que des variantes.

La théorie marxiste de la valeur est enseignée aujourd'hui comme la grande Révélation. C'est certainement la partie la moins intéressante du Capital et celle qui est le moins marxiste. Engels voyait plus juste quand il parlait de « Loi Ricardienne ».

Le génie de Marx est ailleurs. Paradoxalement, il va réaliser un progrès décisif en accentuant les défauts de la théorie de Ricardo, en la poussant à la limite et en la faisant basculer dans le vide.

Après avoir transformé la valeur, telle que l'avaient définie les Classiques, en un «cristal» de temps de travail contenu dans la marchandise, il va conclure dans le troisième livre du Capital que la concurrence entre capitalistes détache, le prix d'une manière permanente, de cette mystérieuse valeur. Aucune marchandise n'est vendue à sa valeur.

Engels note dans sa préface que cette conclusion est l'apport original de Marx à la science économique. C'est profondément exact. Marx s'écarte ainsi avec évidence du principe énoncé par Ricardo. Mais au lieu de considérer la théorie comme achevée après la pose de cette dernière pierre, il serait préférable d'être un peu plus attentif au résultat obtenu.

En clair, si les marchandises ne sont pas vendues à leur valeur, leur prix n'est pas proportionnel au temps de travail nécessaire à les produire. Le rapport entre le temps de travail et le prix est variable.

Le point de départ d'un développement du marxisme sur de nouvelles bases se trouve ici, dans ce renversement théorique anti-Ricardo. Que le rapport entre le temps de travail et le prix soit variable signifie que, dans tout échange, les temps de travail échangés ne sont pas égaux mais inégaux, il y a des perdants et des gagnants, chacun reçoit plus ou moins de temps de travail qu'il n'en donne. Il apparaît alors que les luttes sociales ont pour objet de répartir les temps de travail au service des différentes classes et groupes sociaux : combien de temps de travail pour produire ce qui est accordé à la consommation des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des agriculteurs ou des retraités, des malades ? Combien de temps de travail pour les capitalistes ? Tel est l'enjeu de ces luttes.

Marx ne tire pas cette conclusion de ses recherches mais elle s'inscrit en droite ligne dans leur prolongement. Il est trop imprégné de la science économique de son temps pour opérer un renversement aussi complet. Tout le Capital est construit avec les matériaux de l'école classique et Marx n'a pas le recul suffisant pour saisir toute l'importance de ce qu'il croit pouvoir ajouter sans discordance à ces matériaux. Il ne voit pas la profondeur de la contradiction entre sa démarche et celle de Ricardo, entre l'école marxiste et l'école classique.

Si l'on veut développer l'œuvre de Marx en lui donnant une assise matérialiste, l'attention doit être portée sur l'étude du rapport variable entre la valeur économique - au sens banal de prix, de salaire, de revenu - et le temps de travail, c'est-à-dire entre deux faits objectifs, mesurables. La démarche scientifique consiste à rechercher tous les facteurs qui modifient ce rapport. Ce sera l'objet de la deuxième partie.

Ces facteurs sont en effet multiples. Mais il ne s'agit pas de les associer en un ensemble hétéroclite : un peu de marginalisme, un peu de marxisme, un peu de Ricardo, un peu de cybernétique. L'éclectisme, le pragmatisme sont à la mode dans tous les pays y compris les pays socialistes. En faisant encore appel au marxisme, plus particulièrement au matérialisme historique, il sera proposé une synthèse qui paraît cohérente.

La troisième partie sera constituée d'une application à l'étude de l'inflation. La quatrième, d'études sur la baisse du taux de profit et sur la mesure de la croissance économique.

Tout progrès dans la compréhension des relations économiques met en mouvement l'ensemble du marxisme. Il y sera fait allusion au cours de l'exposé. Il aurait été intéressant de faire une étude systématique de ces développements, notamment dans le domaine de la sociologie et de la théorie politique. Mais de telles études exigent des recherches importantes et nécessairement collectives. Avant de s'engager dans cette voie, la vérification, la critique des résultats obtenus au cours d'une première étape est indispensable.

Il n'y a qu'un point sur lequel un développement important mais cependant incomplet, a été nécessaire. Il s'agit du matérialisme historique. On sait que dans la conception proposée par Marx deux niveaux sont à distinguer : l'infrastructure économique, dans laquelle sont inclus les rapports de production, et la superstructure juridique, politique et idéologique. L'analyse du Capital à laquelle nous allons procéder conduit à donner aux rapports sociaux et en particulier aux forces respectives des différentes classes et groupes sociaux, une importance que le marxisme admet dans la pratique mais pas dans la théorie. Il y a en effet quelque contradiction à déclarer que les rapports de production sont indépendants de la volonté des hommes et à préparer en même temps une révolution pour les changer.

Pour que le matérialisme historique soit un bon outil de recherche, son articulation doit s'effectuer selon trois niveaux ayant chacun ses mécanismes spécifiques :

- 1. Une infrastructure économique,**
- 2. Une structure sociale**
- 3. Et une superstructure idéologique.**

Comme nous le verrons, cette approche selon trois niveaux permet de replacer les rapports de production dans l'ensemble des rapports d'échange qui ont lieu dans la société. Les phénomènes sociaux retrouvent ainsi leur homogénéité avec leurs lois propres. Certes, les hommes ne peuvent échapper aux contraintes matérielles qui se développent au niveau de l'infrastructure économique. Ils ne peuvent en diminuer le poids que par un lent effort d'accumulation de moyens et de connaissances. Mais c'est dans leurs relations sociales que se décide l'orientation de la production et sa répartition selon des modalités qui ont toujours été extrêmement variées et qui sont souvent mais pas exclusivement, des techniques de contrôle et d'asservissement aux mains d'une classe dominante.

Au niveau de la structure sociale, les hommes ont une marge de manœuvre, un champ de possibilités, qui n'apparaissent pas dans la théorie économique proposée par Marx et dont tous les marxistes ont fait l'heureuse ou l'amère expérience.

Les idées importantes sont toujours des idées claires et simples. Les échanges économiques sont pour chacun de nous une pratique quotidienne. Leur ancienneté s'évalue en millénaires. C'est pourquoi l'emploi d'un langage accessible à un lecteur non spécialiste doit être possible pour en parler. L'auteur s'est efforcé d'y parvenir.

Deuxième partie : La ligne générale

Chapitre 1 : Dialectique de la Valeur et réalité

La dialectique est l'art de concevoir un mouvement dont on ignore le déterminisme. Lorsque le déterminisme est connu ou lorsque l'expérience, le calcul statistique, fournissent une description suffisante, la dialectique devient stérile. Elle n'est plus qu'une manière de dire, parfois plus claire qu'un long discours, parfois dangereuse comme un piège.

L'idée que l'ébullition est une transformation de la quantité en qualité est bien pauvre par rapport à la description d'un changement d'état par un physicien. Par contre, imaginer le mouvement de la société à l'aide de la dialectique fournit des hypothèses, des schémas d'évolution, irremplaçables dans la prévision de ce mouvement à condition de se souvenir qu'il s'agit d'hypothèses parmi d'autres et pas nécessairement vérifiées. La dialectique est extrêmement riche de modèles variés, souvent contradictoires.

Il est facile aujourd'hui d'accuser Marx de formalisme et d'idéalisme près d'un siècle après sa mort. La dialectique n'était pas formelle en 1844 quand il rédige ses premiers manuscrits économiques (Ed. Anthropos) tout imprégnés d'une clairvoyance hégélienne.

La théorie économique de Marx a été soumise dans la première partie à une critique sans ménagement comme il se doit en matière de science. Mais ce serait une erreur et une injustice de ne pas voir le progrès par rapport aux Classiques et la ligne générale de ce progrès.

Il est clair aujourd'hui que le concept marxiste de Valeur est impensable et inutile. Mais au milieu du XIX^{ème} la valeur de Ricardo n'est qu'une simple valeur d'échange, un prix moyen. Quel progrès de la rendre insaisissable ! Quel enrichissement de la faire glisser entre la superstructure et l'infrastructure ! N'est-ce pas merveilleux de pouvoir saisir par un jeu d'interprétations contradictoires une triple réalité, celle des temps de travail, des échanges et des jugements de valeur ? C'est de la métaphysique, certes. Mais c'est aussi un grand pas en avant qu'il suffit de continuer en balayant la métaphysique, en remplaçant la dialectique par la connaissance des déterminismes, connaissance acquise par un siècle de recherches économiques et l'expérience du socialisme.

N'est-ce pas un progrès de mettre à nu la contradiction fondamentale de la théorie classique et son idéologie bourgeoise, en montrant que, si le salaire est la valeur du travail, la valeur de la marchandise devrait être égale au salaire; qu'il ne peut exister deux principes de proportionnalité, l'un pour le patron et l'autre pour l'ouvrier ? La théorie de la plus-value est inacceptable, mais elle interprète dans une formulation idéaliste un échange inégal de temps de travail.

Engels voyait dans la théorie du taux moyen de profit, l'apport original de Marx à la science économique. C'est à ce moment, en effet, que Marx introduit une théorie vraiment nouvelle. Il montre que les marchandises ne sont pas vendues à leur valeur parce que les capitalistes se partagent la plus-value selon les rapports de leurs forces respectives. Il ouvre ainsi la voie à l'étude des facteurs sociologiques dans le déterminisme des prix. Il suffit là encore, de balayer la métaphysique de la valeur pour retrouver la réalité, celle des travailleurs, celle de toutes les luttes sociales auxquelles Marx a participé et dont on retrouve l'écho dans le Capital comme un contrepoint à une théorie abstraite qui ne leur donne pas la place qu'elles méritent.

Enfin, comment un philosophe matérialiste aussi clairvoyant que Marx, a-t-il pu construire une théorie idéaliste ? Parce que dans toute sa démarche il s'appuie sur une réalité bien concrète : celle des temps de travail. Chaque fois que se présente un conflit entre les deux principes, équivalence et proportionnalité, c'est le premier qui est sacrifié.

La valeur est un concept idéaliste, mais cet idéalisme est masqué par le principe de proportionnalité qui la matérialise, la solidifie dans une substance coagulée dans la marchandise. Il écarte toutes les contradictions en prenant appui sur les temps de travail. Marx est inconscient de la métaphysique car il ne voit qu'une réalité : le temps est une contrainte qui s'impose à toute société.

Pour Marx et pour Lénine, l'équivalence n'est respectée que pour la totalité des marchandises. C'est au niveau global que les deux principes ne sont pas contradictoires. Cependant, aujourd'hui, même à ce niveau, la valeur de l'ensemble des marchandises n'est pas égale à la somme de leurs prix, c'est-à-dire à la valeur de la monnaie-or contre laquelle elles devraient s'échanger. Dans ces conditions, en suivant la démarche de Marx qui a toujours sacrifié l'équivalence à la proportionnalité, nous devons admettre que la seule loi de la valeur est la suivante : la valeur de l'ensemble des marchandises est proportionnelle au temps de travail nécessaire à les produire.

Sous cette forme la proposition peut sembler absurde. Mais l'absurdité tient uniquement au fait que la métaphysique de la valeur est conservée. Le sens matérialiste et pertinent de la proposition s'éclaire à l'occasion d'une critique de la théorie de Smith selon laquelle le prix ou la valeur d'une marchandise n'est qu'une somme de revenus.

A ce propos, Marx écrit :

«Tantôt A. Smith présente salaire et plus-value (ou salaire et profit) comme des éléments dont se compose la valeur-marchandise (ou le prix) et tantôt, souvent dans la même phrase, comme des éléments en quoi le prix de la marchandise se résout (resolves itself); ce qui veut dire tout le contraire : que la valeur-marchandise est la donnée première et que différentes portions de cette valeur donnée échoient sous forme de revenus distincts à différentes personnes participant au procès de production. Ce qui n'est nullement identique avec la notion que la valeur résulte de ces trois «composantes». Si je détermine de mon propre chef la longueur de trois segments de droite distincts et qu'ensuite, en me servant de ces trois segments comme «composants», je forme un quatrième segment de droite égal à la somme de leurs longueurs, le procédé n'est pas du tout le même que si, étant donné par ailleurs un segment de droite, pour une raison quelconque je le partage et pour ainsi dire le «ressous» en trois portions distinctes. Dans le premier cas, la longueur du segment varie absolument avec la longueur des trois segments dont elle constitue la somme; dans le deuxième, la longueur des trois segments est dès l'abord limitée par le fait qu'ils sont les fractions d'une ligne de grandeur donnée» (L.II, t.2, p.37).

La contradiction entre Marx et Smith vient de ce que tous deux n'ont pas le même système de référence. Smith parle de prix et de revenus. Il fait une analyse en termes monétaires et il est alors juste de dire que tantôt le prix se décompose en revenus et tantôt se forme par l'addition de revenus. Le premier cas est celui où le prix est imposé par la concurrence ou par l'Etat. Le second correspond à une situation de monopole ou tout au moins à une position de force qui permet au vendeur d'augmenter son revenu en augmentant le prix. Ce dernier cas correspond aussi à l'éventualité d'une augmentation des impôts ou des cotisations sociales versées par les employeurs afin d'augmenter les prestations sociales versées aux salariés.

Dans son imprécision, Smith est souvent plus riche de possibilités d'interprétations, plus dialectique que Marx. Il faut remarquer que Smith a une position très ouverte, notamment à une théorie de l'inflation. Le commerçant qui a la possibilité d'augmenter son revenu en majorant ses prix de vente joue un rôle dans l'inflation. Cette possibilité est fermée pour Marx qui admet une proportionnalité constante et nationale entre valeur et temps de travail.

Le système de référence de Marx est, en effet, la valeur qu'il a imaginée. Il est alors évident que l'on ne peut partager sous forme de revenus que la totalité de cette mystérieuse substance contenue dans les marchandises produites. Marx se sent parfaitement solide en identifiant valeur et temps de travail. Il se carre sur sa position : «La substance de la valeur

est et reste la force de travail dépensé et rien de plus - du travail, quel que soit le caractère particulier, utile de ce travail - et la production de valeur c'est le procès de cette dépense et rien d'autre». (L.III, t.2, p. 39).

La marchandise «possède de la valeur; la grandeur de cette valeur se mesure à la grandeur du travail dépensé; la valeur de la marchandise ne se décompose en rien d'autre et ne comprend rien d'autre» (Ibid. p. 40). Il accuse Smith d'un «quiproquo où le revenu devient source de valeur-marchandise au lieu que la valeur-marchandise soit source de revenu.» (Ibid. p. 37).

Marx est ici très proche de Ricardo admettant que le profit diminue si les salaires augmentent; le total restant inchangé. On ne peut décomposer en revenus que la valeur des marchandises produites ce qui, en d'autres termes débarrassés de la métaphysique de la valeur, peut s'exprimer ainsi : on ne peut partager sous forme de revenus que les temps de travail dépensés. Ou encore et plus exactement, on ne peut consommer que les temps de travail dépensés. En termes de comptabilité nationale les emplois ne peuvent être qu'égaux aux ressources.

Marx met ainsi en évidence, dans une formulation qui lui est personnelle, l'importance de la contrainte de temps. La leçon pour nous est la suivante : quel que soit le mouvement des valeurs, les hommes ne peuvent mettre à leur service que les temps de travail qu'ils effectuent les uns pour les autres.

Si nous comprenons bien la ligne générale de la pensée économique de Marx dans ce qu'elle a de positif et de révolutionnaire à son époque, nous sommes conduits en définitive à ceci : la valeur de chaque marchandise est fixée par le temps de travail nécessaire à la produire et ensuite, il y a lutte des classes pour se partager l'ensemble des valeurs, c'est-à-dire, pour se partager l'ensemble des temps de travail.

Et si nous nous débarrassons du concept d'une valeur métaphysique, nous arrivons à un principe très simple : ***la lutte des classes a pour but de déterminer les temps de travail consommés par chaque classe et elles, ne peuvent se partager que la somme des temps dépensés.***

Marx n'a pu terminer la rédaction du Capital. Son activité militante, la misère matérielle, la fatigue, la maladie, l'en ont empêché. Mais on peut se demander également si les perpétuels scrupules qui l'assaillent au moment de la rédaction définitive, le besoin qu'il éprouve pendant une quinzaine d'années de lire et relire sans cesse les écrits économiques de ses contemporains et prédécesseurs avant de se mettre à l'ouvrage, ne sont pas le reflet d'un sentiment profond, celui d'être arrivé à un point où le développement théorique s'enlise et ne permet plus de rejoindre la terre ferme de la réalité d'une manière satisfaisante.

Il y a une très grande différence de ton entre les premiers de ses écrits, pleins de cette confiance que donne une intelligence pénétrante des théories économiques de son temps, et les derniers manuscrits où le raisonnement piétine, reprend les mêmes formules, aboutit à des conclusions imprécises et mêmes banales. Il savait au départ que le prix ne correspond pas à la valeur mais il mesure alors l'ampleur de toutes les incertitudes qui naissent de cette disjonction. Il sait qu'il ne peut aller plus loin. Il admet que la loi de la valeur n'est pas tout à fait exacte mais que l'on peut estimer qu'un écart en plus ici est compensé là par un écart en moins. La loi générale est une tendance approximative, complexe, impossible à fixer rigoureusement. Quand on compare les premières pages du Capital à ce commentaire d'Engels : «la loi de la valeur de Marx est généralement valable, *pour autant toutefois que les lois économiques peuvent l'être...*» (Souligné par moi Voir chapitre 9 première partie) on est impressionné par la distance prise par rapport à l'affirmation théorique initiale.

Le Capital n'est pas une œuvre achevée mais le raisonnement qui lui sert de charpente est bouclé. La dialectique se substitue à la marche de la science pour nous donner une vision entière. Comme toute théorie idéaliste, c'est un monde clos dont on ne peut sortir qu'en suivant sa ligne générale, l'orientation de la pensée dans sa volonté d'interpréter la réalité. Il est temps de remplacer la dialectique par la connaissance des déterminismes. L'analyse à laquelle nous avons procédé dans la première partie nous en fournit les éléments. Il ne reste plus qu'à les mettre en place.

Chapitre 2 : Le matérialisme historique

Hegel expliquait la marche de l'Histoire par le mouvement de la Raison. Marx renverse la proposition et énonce le célèbre principe du matérialisme historique :

«Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, sert de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de consciences sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général» (Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique. E. S. 1972, p. 4).

A la théorie de Hegel, Marx oppose le principe d'un déterminisme social et idéologique fonctionnant de bas en haut, la cause première des évolutions se trouvant au niveau de la production matérielle. C'est le développement des forces productives qui est le moteur de l'Histoire.

Ce serait cependant une erreur de limiter la pensée de Marx à une interprétation aussi étroite. Dans une lettre à Joseph Bloch de 1890, Engels note qu'il y a action et réaction entre la superstructure et la structure :

«D'après la conception matérialiste de l'histoire le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage, si ensuite quelqu'un torture cela jusqu'à dire que le facteur économique est le seul déterminant, il transforme cette proposition en une phrase vide, abstraite, absurde» (K. Marx F. Engels : Études philosophiques. Éditions sociales 1947, p. 123).

Engels prend ici aussi du recul : l'histoire des sociétés est soumise à plusieurs facteurs dont le plus déterminant est économique.

Le débat entre matérialisme et idéalisme est encombré par les débris des combats d'un autre temps et, pour éviter les confusions, il n'est peut-être pas inutile de préciser un point. Il n'y aurait rien de choquant pour un matérialiste à admettre que la raison (sans majuscule) ou les idées (sans majuscules) mènent le monde à condition d'admettre simultanément que les idées sont parfois fausses ou mauvaises et que le raisonnement n'est pas toujours correct. Les idées ne sont que des mouvements de la matière cérébrale et, contrairement à ce que nous raconte Descartes, ces mouvements ne se font pas toujours dans le bon sens.

Dans la citation ci-dessus, Marx ne réfute pas complètement la théorie de Hegel. La question reste, en effet, de savoir quelle est la cause du développement des forces productives.

Ce développement a pour origine une activité scientifique et technique depuis la petite invention du praticien jusqu'aux recherches fondamentales. La houe ou la charrue ne font

pas partie des forces de la nature et si le cheval est devenu un instrument de production, c'est que quelqu'un a eu l'idée et le courage de monter dessus.

Cependant, pour éviter une illusion technicienne, on doit ajouter : ce progrès technique n'a pu se développer que par l'encouragement, les moyens que lui donnait une classe sociale. C'est une rencontre entre une activité intellectuelle et des intérêts économiques qui mettent en mouvement la société. De la même façon, ces intérêts peuvent freiner le mouvement. Ici, nous rejoignons Marx.

La division du travail et de la consommation est la base de toute société et les relations sociales sont principalement composées d'échanges économiques. Il n'est donc pas étonnant que ces échanges soient déterminants.

Après ces premières remarques nous pouvons, en paraphrasant Marx, dire que le résultat général auquel nous sommes parvenus après l'analyse de la valeur et qui, une fois acquis, doit nous servir de fil conducteur est le suivant : les échanges économiques font intervenir trois catégories de phénomènes selon qu'ils sont matériels, sociaux ou idéologiques et le problème n'est pas de savoir quel est parmi eux le moteur de l'Histoire comme on demande à des enfants en train de jouer au ballon quel est parmi eux le plus fort, mais de les décrire correctement, en relation les uns avec les autres, dans une histoire particulière qui peut être, par exemple, celle du système capitaliste.

Marx ne distingue que deux niveaux : la structure économique composée des rapports de production et la superstructure juridique et politique. A cette superstructure «correspondent» des formes de conscience sociale, ce qui pourrait laisser supposer l'existence d'un troisième niveau intellectuel distinct de la superstructure. Mais dans la dernière phrase cette possibilité disparaît et nous n'avons que deux niveaux : celui de rapports sociaux particuliers que sont les rapports de production dont les caractéristiques définissent un mode de production, et celui où se trouve placé tout le reste, c'est-à-dire les autres rapports sociaux et l'activité intellectuelle.

Le plus étonnant dans ce schéma est la coupure faite dans l'ensemble des rapports sociaux dont une partie, les rapports de production, est indépendante de la volonté des hommes. Remarquons en passant que, si c'était exact, le facteur économique serait effectivement le seul déterminant contrairement à ce qu'affirmé Engels.

Ce découpage surprenant est le résultat des recherches économiques de Marx. Nous avons vu que les nécessités de la démonstration de la théorie de la plus-value, font perdre aux relations entre le capitaliste et l'ouvrier, le caractère d'un rapport social pour devenir un rapport matériel. Le capitaliste disparaît derrière le capital qui se transforme en marchandise. L'ouvrier disparaît derrière la force de travail qui est également marchandise. Enfin les rapports entre ces marchandises ne sont que des rapports entre des temps de travail coagulés. Les rapports de production sont des rapports entre des temps de travail.

Dans ces conditions il n'est plus besoin pour décrire le fonctionnement de la société que de deux strates : l'une matérielle avec un déterminisme rigoureux, contraignant, et l'autre sociale où le déterminisme est plus aléatoire, moins prévisible, où la volonté peut modifier légèrement le cours d'une histoire dont la ligne générale est cependant tracée, conditionnée par les transformations qui se produisent (comment ?) dans la strate inférieure.

Il y a dans cette démarche, une certaine ressemblance avec celle des matérialistes du XVIIIème siècle qui, voulant prouver la vérité de leur philosophie, transformaient l'homme en machine. Les rapports de production sont des engrenages qui mettent en relation un capital-machine et des hommes-machines de façon à produire une plus-value.

La décomposition en trois catégories de phénomènes, matériels, sociaux, idéologiques, est tout à fait banale. Cependant, elle fait immédiatement apparaître que l'idée d'un moteur

est tout à fait inadaptée pour décrire ce que nous observons. En nous limitant pour l'instant au plus visible, il ne peut exister au niveau matériel qu'une causalité contraignante du type quand il gèle je mets mon manteau ou je me chauffe près du feu. Nous dirons qu'il y a une contrainte de température qui nous oblige à réagir d'une façon ou d'une autre. Cette contrainte est effectivement indépendante de notre volonté.

Au niveau social la contrainte est d'une autre nature en ce sens qu'elle est le fait d'autres hommes. Dans les relations sociales nous sommes éventuellement soumis à des rapports de forces qui se modifient et que, dans une certaine mesure, nous pouvons modifier volontairement. Une action syndicale peut desserrer une contrainte économique, un parti peut exercer une pression politique pour changer une loi sur le divorce ou modifier le prix du blé.

Au niveau idéologique il n'y a apparemment aucune contrainte, toutes les idées sont possibles, les plus sages comme les plus folles. En fait les opinions, les jugements moraux, les goûts esthétiques, les traditions culturelles sont relativement stables et les hommes ne changent pas d'idées facilement. Même si les connaissances scientifiques progressent actuellement rapidement, leur diffusion est beaucoup plus lente. Il y a donc également des contraintes au niveau idéologique.

Nous parlons de niveau et ce terme n'est pas sans résonances encombrantes. Une décomposition en niveaux suggère un plan inférieur et un plan supérieur et s'insère ainsi dans une conception religieuse selon laquelle la matière et le séjour des morts sont en bas, l'homme au milieu et l'Esprit ou l'Idée (Hegel) dans le ciel. On comprend que Marx ait pris un certain plaisir à faire des phénomènes économique-matériels le moteur de l'Histoire, le niveau supérieur étant celui où monte la fumée de la combustion. C'est la revanche de l'infrastructure.

Nous pourrions évidemment prendre un classement horizontal. Voir la célèbre locomotive de l'Histoire, image d'autant plus commode que la locomotive peut être en tête ou en queue du train et, éventuellement, avec deux locomotives, aux deux extrémités.

Le terme de structure est tout aussi gênant. Il évoque les structures de la matière au sens physique ainsi que le structuralisme à la mode. Parlant de société, le terme d'organisation, bien délaissé aujourd'hui, serait préférable.

Par affinité affective et intellectuelle avec Marx, les termes de niveau, d'infra ou de superstructure seront conservés en excluant tout préjugé raciste pour tout ce qui est logé à l'étage inférieur et toute référence à des théories à priori.

Le problème important est en effet de voir les relations entre les différents niveaux du point de vue qui nous intéresse dans cet ouvrage celui des échanges économiques. Il serait certainement utile de disposer d'une systématique des différents types de rapports économiques à la façon des Faunes et des Flores. Elle décrirait la situation des échangeurs, les techniques qu'ils emploient pour contrôler l'échange selon la nature de ce qui est échangé, analyserait le rapport de forces en le replaçant dans son contexte social et éventuellement historique. Dans chaque type de rapport et pas seulement les rapports dits de production, elle mettrait en évidence les liaisons entre les trois niveaux.

Par exemple, nous pourrions savoir ainsi pourquoi les relations économiques entre le médecin et le malade ou l'avocat et son client, se présentent sous la forme d'honoraires depuis l'Antiquité et pourquoi il se manifeste actuellement une tendance à passer à un autre type de relation celui d'une profession salariée. Ou encore, pourquoi le petit commerçant qui existe depuis des millénaires, est remplacé par le salarié d'un grand magasin. Il ne suffit pas de dire que la collectivisation, que l'on reproche aux marxistes de vouloir faire en France dans l'avenir, est réalisée actuellement par les capitalistes pour des raisons de rentabilité. Il faudrait expliquer pourquoi ce qui est rentable aujourd'hui ne l'était pas il y a un siècle et avant.

Dans le cas du commerce de détail, l'apparition de produits standardisés me semble jouer un rôle important d'une part en transformant complètement le problème du contrôle de la marchandise et du commerçant par le client et, d'autre part en permettant un contrôle facile du patron sur son employé au point même de pouvoir le supprimer et de le remplacer par une simple caissière.

En lisant l'ouvrage de Georges Duby : «L'Economie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval» (Aubier 1962), on constate que les propriétaires fonciers après avoir utilisé des serfs pour cultiver leurs terres, préféreront disposer de métayers et plus tard de fermiers. Cette lecture montre que le problème du contrôle du travail du serf ou de la récolte du métayer est très important. Quand le propriétaire s'éloignera de ses champs pour aller habiter dans quelque grande ville ou à la Cour, il préférera le fermage dont la possibilité est ouverte par le développement des marchés locaux et la diffusion de l'usage de la monnaie. La création d'un vignoble étant délicate et contrôlable seulement au bout de quelques années, les rapports entre le propriétaire du sol et le vigneron seront au Moyen-Age d'un type particulier.

Les métiers où l'incertitude est grande font nécessairement une place importante à l'individu. Dans le système capitaliste on assiste au passage à la grande entreprise agricole chaque fois que les économies d'échelles réalisées permettent de compenser les meilleurs résultats obtenus par le petit exploitant et sa famille. Le terme de meilleur reste à expliquer. Probablement une plus grande vigilance mais surtout, être propriétaire de la production est un encouragement au rendement maximum et à une production à bas prix. Du point de vue des échanges de temps de travail, le petit exploitant est plus exploité que l'ouvrier. Il échange souvent 5 heures de travail agricole contre 1 heure de travail industriel. Le salaire d'un ouvrier agricole très spécialisé comme le berger d'une grande exploitation est très nettement supérieur au revenu d'un petit paysan.

Le passage d'un type de rapport à un autre ne doit pas être vu uniquement dans ses aspects politiques et sur le modèle de la révolution anglaise ou française. L'histoire économique paraît montrer des changements lents, spontanés, répondant à des besoins réciproques pour les échangeurs et pour la société. Dès le Moyen-Age on est passé en France du fermage ou du métayage à la petite propriété agricole, type de rapport d'échange connu depuis l'Antiquité, par exemple, en Grèce et en Italie, comme ont été connues très tôt d'autres formes universellement répandues telles que l'artisan, le commerçant, le fonctionnaire.

Quand on apprend qu'en Union soviétique, en 1976, on donnera à ceux qui faucheront à la faux, la moitié de la récolte (Le Monde 25 mai 1976) selon la formule classique du métayage, quand on voit l'importance de la production des «lopins» individuels dans ce pays, on comprend que les rapports de production et plus encore les rapports d'échange en général, ne peuvent se réduire à un schéma abstrait d'exploitation.

Toutes ces brèves notations ont pour but de montrer l'importance d'une étude systématique des rapports d'échange économiques, notamment des positions respectives des échangeurs. On a beaucoup étudié la manière dont le patron peut contrôler le salarié et le pousser au rendement maximum, mais comment la société contrôle les autres revenus et les services rendus par leurs titulaires, est resté dans l'ombre. L'invocation de la concurrence est une description un peu courte.

Le matérialisme historique pourrait prendre dans ces recherches un nouveau visage et fournir une documentation utile pour les décisions politiques un peu moins sommaires que la suppression générale de la propriété privée de tous les moyens de production.

Il y a un point où ces réflexions doivent être un peu plus élaborées, celui de la naissance des valeurs économiques. Nous disposerons ainsi d'une meilleure idée des relations entre les trois niveaux.

Chapitre 3 : Naissance de la valeur économique

a) *Les échanges par dons réciproques*

Nous ignorons comment les hommes de la préhistoire pratiquaient les échanges. Cependant les ethnologues décrivent des sociétés dont l'outillage, l'économie, les peintures, les rites funéraires, sont proches de ceux que nous révèlent les archéologues. Ces sociétés pratiquent d'une manière universelle des échanges sous la forme de dons réciproques et la probabilité est grande pour que l'on se trouve en présence d'une survivance d'une technique archaïque.

En utilisant l'ouvrage de Marcel Mauss «Essai sur le don» (Sociologie et anthropologie.), dressons un petit catalogue des valeurs échangées :

- échanges d'attitudes sous forme de non hostilité, de politesses, de protocoles, de cérémonies ;
- échanges de rites, de pouvoirs magiques, de bénédictions, de vœux;
- échanges de droits : droit de propriété, de jouissance, d'usage comme le droit de passage ou le droit d'utiliser un point d'eau, droit de récolte, de cueillette, de chasse, dépêche;
- échanges de promesses : alliances militaires, entraide contre un danger commun.

Dans toutes ces valeurs, ce qui est frappant est l'impossibilité de les saisir sous un aspect quantitatif. Il n'en est pas tout à fait de même pour les suivantes :

- échanges d'êtres humains : femmes, esclaves, prisonniers;
- échanges de travaux ou de produits d'un travail : aliments, armes, outils, mobiliers.

Ici la quantité est saisissable mais elle l'est surtout pour nous. Le «primitif» opère toujours un simple classement d'ordre parce que ce classement suffit à prendre une décision d'acceptation ou de refus. Lorsque la quantité intervient et elle intervient rarement, il suffit de la juger par des termes tels que : assez, pas assez, beaucoup, peu, etc.

Aussi la notion de nombre reste toujours, dans ces sociétés, très rudimentaire et la quantité est perçue sous un aspect qualitatif. Cette attitude particulière est mise en évidence par le caractère des échanges qui s'effectuent par dons réciproques. L'acte est apparemment gratuit, l'intérêt économique est absent. En fait le don est obligatoire et il y a obligation de le rendre.

Mauss insiste sur un point qui est très révélateur de la nature idéologique de la valeur.

Marx est tenu à de longs développements pour expliquer l'origine du caractère fétichiste des marchandises parce qu'il a admis que la valeur est aussi pure qu'un cristal. Il faudrait plutôt montrer l'atténuation progressive du caractère fétichiste des objets échangés. Pendant longtemps, dans ces sociétés, la chose donnée reste liée au donateur, elle contient une parcelle de son pouvoir magique. Accepter un don, c'est se mettre dans une situation

d'infériorité. Il faut contrebalancer le pouvoir magique ainsi établi par un autre don qui crée un pouvoir inverse.

Les objets échangés ont donc, dès l'origine, un caractère fétichiste. Le pouvoir de l'arme, de l'outil, de l'aliment, c'est le pouvoir de donateur et dans ces conditions la quantité est secondaire. Dans certaines de ces sociétés, les objets augmentent même de valeur avec le nombre des échanges. Ils cumulent ainsi les pouvoirs magiques et Mauss les appelle «la monnaie de renommée».

Le stade des échanges par dons réciproques est loin d'avoir disparu dans nos sociétés industrielles.

Le plus important se retrouve dans la vie familiale où se manifeste la totalité des valeurs qui peuvent s'échanger depuis l'anneau de mariage ou la bague de fiançailles, survivance du pouvoir magique, jusqu'à l'échange du salaire de l'homme contre le travail de la femme en passant, par exemple, par les valeurs affectives.

Mais on le rencontre également dans des coutumes traditionnelles comme les cartes de vœux au nouvel an, les tournées réciproques au café, les invitations successives, les échanges de cadeaux ou les participations à des activités collectives, sportives, politiques, culturelles.

Ce qui caractérise en somme les valeurs dans ces dons réciproques est leur nature homogène et symbolique. Les contraintes matérielles ne s'y manifestent pas et si l'on parle d'économie primitive c'est, par référence à nos systèmes modernes, en distinguant certaines valeurs et en quelque sorte par projection de nos propres classements. En fait, à ce stade archaïque, les valeurs sont indifférenciées et celles que nous appelons économiques font partie du même ensemble culturel.

b) Naissance de la quantité et de la mesure.

Il paraît difficile de préciser les étapes qui vont conduire à une différenciation des valeurs par une distinction entre les valeurs économiques et les autres. Dans l'ensemble des valeurs, un sous-ensemble va se caractériser par une expression quantitative.

Ce processus a lieu avant l'époque historique, il y a quelques millénaires, et nous sommes bien mal informés sur ce point. Dès que notre connaissance du passé devient meilleure, nous constatons qu'une profonde transformation s'est opérée, ce qui suppose l'existence d'étapes intermédiaires. Les économies préhistoriques basées sur la chasse, la pêche et la cueillette ont peut-être réussi à obtenir certains biens en quantités suffisantes pour procéder à des échanges. Il est possible qu'il y ait eu dès cette époque lointaine, au moins d'une manière intermittente, des échanges importants de certains objets.

C'est à une étape ultérieure avec la naissance de la proto-agriculture, vers le cinquième millénaire, que vont se créer des conditions nouvelles susceptibles de provoquer une réelle évolution. Il semble que c'est de cette époque que date une véritable division du travail et de la consommation.

C'est dans un quadrilatère de 3 000 km de côté, s'étendant de l'Egypte à l'Asie centrale, que se développe l'agriculture. Dans cette zone se trouvaient à l'état sauvage : «le blé, l'orge, le seigle, la vigne, l'olivier, le bœuf, le mouton, la chèvre, l'âne et le cochon sauvage» écrit Leroi-Gourhan dans un chapitre de l'Histoire Universelle (Encyclopédie de la Pléiade, t. 1) et il ajoute :

«A partir de la proto-agriculture, les caractères du peuplement humain se trouvent profondément modifiés par le fait qu'il devient possible à une collectivité plus nombreuse de s'assurer un habitat relativement permanent. La structure sociale se trouve évoluer en conséquence : l'abondance des ressources alimentaires assure la subsistance d'individus qui, au

moins temporairement, développent leur activité dans les techniques non immédiatement nutritives, mais dont la spécialisation assure rapidement au groupe une efficacité collective considérablement accrue. C'est cette disposition socio-économique qui explique pourquoi, après l'apparition de l'agriculture, on voit littéralement exploser des techniques totalement neuves comme la céramique, le tissage puis, très rapidement après, la métallurgie. Les premières sociétés à greniers ont été aussi les premières à posséder des fortifications, et le sort du premier et du plus important des spécialistes purs, le métallurgiste, se trouvera lié dès l'origine aux préoccupations offensives et défensives, de même qu'un peu plus tard, la thésaurisation alimentaire apparaîtra comme une des causes de l'apparition de l'écriture».

Cette description montre une période de transition qui s'achève avec l'apparition des cités vers la fin du quatrième millénaire.

«On a estimé que 1 500 hommes avaient travaillé dix heures par jour pendant cinq ans au dernier temple d'Anou à Ourouk». (Goossens, même ouvrage). On voit que la productivité agricole est devenue suffisante pour qu'une véritable répartition de la population active puisse s'opérer. Plus d'un millier d'hommes deviennent des «ouvriers du bâtiment». Ourouk est un État divin. La propriété y est collective, c'est celle du temple. Le chef politique est le grand prêtre, assisté des anciens. La société est déjà très divisée. Les tablettes parlent de prêtres, de menuisiers, de forgerons, de bergers, d'esclaves des deux sexes d'origine étrangère, de marchands. Il y a aussi des fonctionnaires qui vont réaliser la première «planification».

On a trouvé à Ourouk «un service de comptabilité qui imagine d'enregistrer les travailleurs et la production en traçant sur de petites tablettes d'argile des dessins sommaires». C'est le début de l'écriture. On peut dire que c'est la mesure des quantités qui est à l'origine de l'écriture. Le système de numération est sexagésimal. Un peu plus tard sera inventé un système de poids et de mesures, l'unité de surface étant celle d'un carré construit sur l'unité de longueur, l'unité de volume celle d'un cube construit sur le carré, l'unité de poids, le poids d'un volume d'eau.

Nous constatons ainsi que dès cette époque, certaines valeurs ont pris une expression quantitative, expression très élaborée et précise.

Les extraordinaires bisons peints sur les parois des cavernes préhistoriques témoignent que la précision était également accessible aux hommes d'une époque plus reculée. Mais le bœuf, gravé sur la tablette d'argile du comptable du temple d'Ourouk répond à une précision d'un autre ordre. Entre les deux symboles, bison et bœuf, il y a eu un changement complet d'orientation de l'activité de l'esprit humain, changement dont les conséquences n'ont pas fini de se développer car on a pu dire que la mesure est à l'origine de l'esprit scientifique.

Il faut s'interroger sur cette évolution et rechercher une explication. Quelle est l'utilité de l'évaluation quantitative ?

On pourrait penser à la thésaurisation, au stockage. C'est probable, mais il faut cependant remarquer qu'un stockage à usage personnel ou familial ne nécessite pas une mesure précise. On stocke ce que l'on a pu obtenir et un coup d'œil suffit pour juger si la jarre ou le silo sont suffisamment pleins pour passer l'hiver. L'habitude supplée à la connaissance exacte. Il n'en est plus de même lorsque des silos ou des greniers servent à nourrir la population d'une cité, c'est-à-dire lorsque la division du travail et de la consommation nécessite des échanges entre les différents participants. Par ailleurs, il faut remarquer que ces évaluations ne s'appliquent pas uniquement au stockage. On compte les esclaves, les troupeaux, les bergers, on mesure les champs. Il y a des marchands dans ces cités et on procède à des échanges entre villes. On va mesurer le temps et on invente des calendriers. La nécessité d'une évaluation quantitative est

également une conséquence de la lutte économique des classes. Il faut contrôler le travail des esclaves et des bergers, la production et la consommation.

Il semble plus exact de dire que, sinon l'apparition de la mesure, du moins son expansion révolutionnaire est une conséquence de la structuration de la société et de la multiplication des échanges entre des activités spécialisées. Si cette multiplication nécessite l'intervention du nombre, c'est qu'il s'agit de valeurs dont la création est limitée par le temps dont dispose l'homme.

L'augmentation de la productivité à la suite d'inventions techniques donne naissance à la division du travail et de la consommation, et cette division, nécessitant une multiplication des échanges de certaines valeurs, crée une liaison entre ces valeurs et le temps de travail.

Le citoyen ne produit rien qui lui suffise pour vivre. Son entretien nécessite l'échange presque total de son travail. S'il est potier, c'est le temps nécessaire pour faire ses terres cuites qu'il offre. Il demande en échange le temps mis par les paysans à produire des céréales, des fromages, etc.

On voit que chaque échange reste toujours un échange de valeurs mais simultanément il se produit un échange de temps de travail. Par exemple, l'attitude de non hostilité d'un puissant voisin sera obtenue par une livraison périodique d'orge ou d'animaux d'élevage. Ici un seul des échangeurs offre un temps de travail.

Auparavant l'homme évaluait des attitudes, des comportements, des possibilités d'action, des pouvoirs magiques, etc. Il faut ajouter maintenant des produits du travail en tant que quantités produites et consommées en un temps limité.

Nous reviendrons plus loin sur cette explication. Auparavant nous devons faire un premier examen rapide pour juger de sa vraisemblance.

Les échanges entre producteurs spécialisés ne peuvent se développer que lorsque certaines limites sont respectées dans les proportions des temps de travail échangés, sinon le système ne peut continuer à fonctionner.

A chaque époque un niveau de productivité est atteint. Les cités sumériennes ou égyptiennes se sont construites dans les plaines de grands fleuves où la productivité alimentaire a été suffisante pour libérer un excédent, une fois l'autoconsommation paysanne satisfaite. Nous pouvons supposer, par exemple, que le paysan travaillant douze heures par jour en moyenne dans l'année, dix heures suffisaient pour son propre entretien. Mais ces mêmes dix heures de travail agricole représentaient aussi le minimum nécessaire pour créer les aliments, les textiles, etc. dont le potier avait besoin pour vivre.

Dans l'hypothèse d'un schéma d'échange extrêmement simple, potier - paysan, les limitations imposées par le temps sont donc les suivantes : Le potier ne peut obtenir des paysans moins de dix heures de travail agricole sinon il ne peut subsister. Du point de vue du potier, la limite inférieure des termes de l'échange est donc de douze heures de travail artisanal contre dix heures de travail agricole. Mais théoriquement, la limite supérieure peut être très élevée. Le potier peut échanger, par exemple, une heure de son travail contre dix heures de travail agricole fournies par cinq paysans. Il suffit pour cela que la valeur des pots soit définie à un niveau assez élevé. Travaillant douze heures par jour, il échangerait alors douze heures de son travail contre cent vingt heures de travail agricole et vivrait dans l'abondance et sans doute avec de nombreuses femmes et une grande famille.

C'est ici qu'interviennent d'autres limitations d'origine sociale. Si le village se compose d'une centaine de paysans, l'excédent de travail agricole disponible est de deux cents heures, soit l'entretien de vingt personnes.

La structure de la société est telle que cet excédent ne peut être approprié par un seul potier. De nombreuses fonctions sociales : chefs politiques ou religieux, soldats et

domestiques, artisans des diverses corporations, etc. créent des valeurs qui sont imposées ou acceptées librement dans les échanges et modifient le circuit des temps de travail.

Il apparaît que toute valeur qui intervient dans le circuit doit être fixée de telle manière qu'elle n'entraîne pas une perturbation impossible à surmonter. C'est l'obligation de respecter certaines limites qui crée un lien entre la valeur et le temps de travail, un changement de l'une entraînant une modification des échanges de l'autre.

En résumé, sans que l'on puisse préciser les dates et les causes premières de l'apparition de la notion de mesure, il est assuré que le développement des échanges joue un rôle dans l'expansion de son emploi car la liaison entre certaines valeurs échangées et le temps de travail impose que ces valeurs prennent une expression quantitative.

L'intervention du temps dans les échanges de valeurs au cinquième et au quatrième millénaire provoque donc une évolution fondamentale. Il suffisait jusque-là, pour juger d'une valeur, d'un simple classement d'ordre dont le déterminisme pouvait échapper à toute analyse et se réduire même à un simple comportement instinctif. Dans ce domaine, celui du qualificatif, tout est possible. Le temps au contraire est une donnée physique, rigide, à laquelle nous sommes complètement soumis.

Lorsqu'une valeur exige pour être créée une certaine durée, lorsqu'il y a une proportionnalité à peu près régulière entre cette durée et la quantité produite ainsi qu'entre la quantité consommée et la durée de l'existence qu'elle permet, alors l'aspect quantitatif de cette valeur prend toute son importance.

Pour les autres valeurs il n'y a aucun changement. Leur création est sans liaison directe avec le temps qui s'écoule, leur demande également ne correspond pas à un besoin pour lequel le temps ait une signification. Ce qui n'empêche pas une liaison indirecte par l'intermédiaire d'échanges avec des valeurs dont la production exige un temps de travail. Seule cette liaison indirecte, lorsqu'elle existe, révèle une équivalence avec des valeurs évaluées quantitativement. La non hostilité du voisin se paye avec du temps de travail et prend ainsi une expression quantitative.

Nous avons maintenant un schéma général assez clair.

Entre le jugement de valeur, superstructure idéologique et l'infrastructure économique, les échanges de temps, s'est réalisée une articulation, articulation qui est modelée par les structures sociales.

Sous l'effet de cette articulation, l'aspect quantitatif de certaines valeurs est mis en relief. Le jugement de valeur doit s'appuyer sur une détermination quantitative et utiliser des symboles abstraits simples, les premières mesures de la valeur économique.

Remarquons qu'il ne s'agit pas d'une augmentation de la précision de l'évaluation. Dans un rite religieux, la précision du formalisme peut être extrême, mais elle est purement qualitative. La division du travail, les échanges consécutifs provoquent un progrès décisif de l'intelligence en orientant l'effort d'exactitude vers une analyse féconde de la matière. Et ce qu'il y a de caractéristique, de révélateur de la liaison avec le temps, est qu'il ne s'agit pas à cette époque d'une analyse interne de cette matière mais uniquement de sa mesure.

c) De la mesure des valeurs à l'évaluation monétaire.

La suite de l'évolution est mieux connue et il serait inutile d'en reparler si la théorie de l'étalon-or ou de la monnaie symbole d'or ne nous donnaient pas des interprétations inexactes. Un petit ouvrage de vulgarisation : les monnaies (John Porteus - Hachette 1964) nous fournit une documentation amplement suffisante pour notre propos sur l'histoire des monnaies métalliques.

Il est clair que la multiplicité des échanges et des opérations commerciales nécessitent que la mesure d'une valeur serve de référence. Chez les Mésopotamiens, ce sera d'abord un volume d'orge, puis un poids de cuivre, enfin un poids d'argent ou d'or. Ils utilisent déjà des lingots de métal marqués d'un sceau.

La première pièce de monnaie apparaît avec les statères en électrum, alliage naturel d'or et d'argent, frappés par les rois de Lydie de la dynastie des Mermades au VI^{ème} siècle avant J.C. Crésus, le dernier roi lydien, inventa le bimétallisme avec des pièces d'or qui valaient 10 pièces d'argent. Les Perses reprirent le système. Ce qu'il y a de remarquable est que ces pièces avaient une valeur propre indépendamment de leur teneur en métal.

En Grèce, les premières pièces firent leur apparition à Egine vers 625 av. J.C. Le statère d'argent d'Egine valait 2 drachmes. Corinthe fut la deuxième grande cité grecque à frapper sa monnaie. Son statère d'argent valait 3 drachmes et ne pesait que les 2/3 du statère éginète parce que le métal lui coûtait plus cher.

Les premières monnaies romaines sont des plaques de bronze coulé avec pour motif un bœuf ou un taureau, en souvenir sans doute du bétail (pecus, d'où pecunia) qui servait de référence mais aussi avec le souci de donner confiance et prestige. On aurait pu en effet graver un âne, une chèvre ou une poule pour la petite monnaie. Le taureau est un autre symbole !

Junon Moneta qui protégeait l'atelier des monnaies à Rome ne devait pas avoir une grande autorité car on n'hésita pas à pratiquer des manipulations à peine croyables. Au cours du II^{ème} siècle av. J.C. le sénat romain éteignit la dette publique en dévalorisant la monnaie. Le poids du denier diminua sans interruption jusqu'en 155 av. J.C. et parfois on introduisit une certaine proportion de pièces fourrées, dans les émissions de pièces d'argent, c'est-à-dire de pièces dont seule la surface était en bon métal précieux. A une époque plus tardive «une grande partie du lourd fardeau financier de l'empire romain était supportée par le revenu tiré des monnaies dont le poids et l'aloï furent continuellement altérés. Pour éviter de se nuire lui-même, le gouvernement exigea, au III^{ème} siècle, que le paiement des impôts fut effectué en métal précieux».

On se contente en général de stigmatiser ces procédés qui conduisirent à une crise financière sous le règne de Gallien. Ils manifestent, il me semble, le double caractère de la monnaie métallique : celui d'être une monnaie et celui d'être du métal, le support d'une unité de compte et une marchandise. C'est parce que le fabricant de monnaies a pu jouer de cette double propriété que le procédé a pu être rentable et utilisé pendant des siècles. Il s'est poursuivi bien au-delà de l'empire romain. Il ne faut pas voir la monnaie métallique telle qu'elle devrait être mais telle qu'elle a été.

L'histoire de la monnaie en France est également instructive à un autre point de vue : «A l'origine, le monnayage était administré par les comtes au nom des rois carolingiens. Au milieu du IX^{ème} siècle, les rois commencèrent à conférer le droit de battre monnaie à de grands ecclésiastiques et, le pouvoir royal déclinant, les comtes prirent sur eux l'entière responsabilité du monnayage et en gardèrent tout le profit... Peu de grands seigneurs résistèrent à la tentation de fabriquer de l'argent et la monnaie s'altéra rapidement». A l'inverse, quand le pouvoir royal se raffermi et étendit son autorité sur un domaine de plus en plus vaste, le droit de battre monnaie fut progressivement retiré à tous les seigneurs et à tous les évêques.

La monnaie se révèle ainsi un puissant instrument d'unification du royaume. La monnaie est un instrument de domination financière et économique qui ne peut jouer son rôle que par l'existence d'une domination politique qu'il contribue à renforcer.

L'emploi du métal, d'une marchandise comme support de l'unité de compte engendre une illusion tenace, celle que la valeur économique a une réalité objective en dehors des échanges. Les économistes parlent de l'étalon-or comme du mètre-étalon ce qui est une confusion. Il n'y aurait pas de mètre-étalon si, mesurant une deuxième fois la même

longueur, on ne pouvait dire si c'est elle qui a augmenté ou le mètre qui a diminué. Ce qui est le cas pour l'étalon-or. L'or est soumis à des variations de prix pour des raisons diverses, souvent purement spéculatives. L'ensemble des marchandises achetées avec une monnaie-or changeraient constamment de prix si la monnaie reflétait les incessantes variations du cours de l'or. C'est la disjonction entre unité de compte et marchandise-or qui évite ces fluctuations à court terme.

La séparation claire entre unité de compte et marchandise s'est faite progressivement avec l'invention de la monnaie de crédit. A partir du moment où quelqu'un signe un papier reconnaissant qu'il doit un certain nombre d'unités de compte et que le bénéficiaire de ce papier peut l'utiliser pour acheter une marchandise en le transmettant au vendeur, la séparation est faite. Le papier remplace la monnaie métallique. C'est le procédé de la lettre de change utilisé dans les grandes foires européennes à l'époque de la Renaissance. Un commerçant vénitien remet à son banquier de la monnaie métallique. Le banquier signe une lettre comme quoi il doit cet argent et prie un autre banquier qui est son correspondant à Lyon de rembourser cette dette en monnaie métallique française sur présentation de la lettre. Le commerçant peut alors voyager en évitant les vols de monnaie métallique. Il achètera à Lyon les marchandises dont il a besoin et paiera, éventuellement, en remettant directement la lettre au vendeur qui se fera rembourser par le banquier lyonnais.

La confusion entre unité de compte et marchandise est encore possible parce que la lettre de change est garantie par l'or ou l'argent déposé chez le banquier vénitien. Mais, en réalité, nous sommes en présence d'une monnaie fiduciaire, une monnaie qui ne fonctionne que si l'on a foi en elle. Elle suppose la confiance. Le banquier lyonnais qui a remboursé la dette sait qu'il pourra à son tour tirer une lettre de change sur son confrère vénitien et opérer ainsi une compensation sans qu'il soit nécessaire de procéder à un transfert de fonds toujours dangereux.

L'émission de la lettre de change est une véritable création de monnaie, masquée par le retrait de la circulation d'une quantité correspondante de monnaie métallique qui sert de garantie. Cette création de monnaie est réservée à un nombre restreint de personnes, mais il est facile de comprendre que, si au lieu de rédiger une lettre de change, le banquier imprime des billets décomposant sa dette en dizaines, centaines, etc. d'unités de compte et si cette banque a la confiance du public, les billets pourront circuler exactement comme la monnaie métallique. Ils retourneront éventuellement à la banque qui remboursera sa dette en remettant au porteur les pièces confiées au départ.

La pratique de cette émission de monnaie montre que nombre de billets restent continuellement en circulation et la banque garde en stock des monnaies métalliques sans que l'on vienne les lui réclamer en échange des billets. D'où l'idée d'émettre plus de billets que l'on a de pièces ou d'or en dépôt, tout en respectant la règle de ne pas refuser de convertir le billet en pièces si le porteur le demande. C'est la règle de la libre convertibilité.

Il est habituel de présenter cette différence entre le stock métallique et le montant des billets en circulation comme la seule création de monnaie. Les explications précédentes montrent que l'apparition d'un excédent de billets écarte simplement une partie du rideau qui cache la véritable création de monnaie : l'émission de la lettre de change ou du billet de banque. Toute émission de billets est création de monnaie. Si l'on retire simultanément des pièces de la circulation, la masse monétaire n'augmente pas; si l'on émet plus de billets que l'on a de pièces en stock, la masse monétaire augmente. Ne pas confondre les naissances avec l'augmentation de la population.

Pour un homme du XIX^{ème} siècle, la séparation entre monnaie et marchandise n'est pas évidente comme elle peut l'être pour nous. Quand Marx a dans sa poche un billet de banque - il n'en a pas toujours et pas beaucoup - il peut penser que la pièce d'or n'est pas loin. La

libre convertibilité entretient la confusion, le billet est symbole d'or, c'est une marchandise symbolique.

Pourtant, le commerçant vénitien qui paye avec sa lettre de change, ne paye pas avec une marchandise mais avec une feuille de papier sur laquelle est inscrit un nombre d'unités de compte ce qui, nous le voyons aujourd'hui, est très différent. La transaction commerciale n'est plus un échange de marchandises c'est un paiement : l'achat d'une marchandise. Nous sortons définitivement du troc, nous sommes dans un système comptable.

Le cours forcé des billets, la suppression de la libre convertibilité, n'ont pas fait disparaître complètement la confusion. On dit que le capitalisme est un système de «libre échange». Le dernier né des manuels de la comptabilité nationale française explique que : «Les économies décrites par les systèmes de comptabilité nationale reposent sur l'échange (libre ou planifié) de marchandises». (Système élargi de comptabilité nationale - Collections de l'I.N.E.S.E.E. - C44-45 - 1976. Parag. I 04).

Certes, pour les banquiers, la monnaie, les différentes monnaies, sont des marchandises qu'ils achètent et vendent selon la loi de l'offre et de la demande. Mais en dehors de cette utilisation particulière la monnaie n'est pas une marchandise. Si on l'oubliait, l'inflation nous le rappellerait car, en période d'inflation, la valeur des marchandises augmente et celle de la monnaie diminue. Une marchandise est le produit d'un travail destiné à être vendu. La monnaie est le nombre d'unités de compte qu'il faut donner au vendeur de la marchandise pour qu'il nous la cède. Nous n'échangeons pratiquement plus de marchandises en France.

Dans ces conditions, qu'est-ce qu'une évaluation monétaire ? Ce n'est pas une comparaison entre les valeurs subjectives du blé et de l'or comme le pensent les marginalistes, ou entre les temps de travail nécessaires à produire le blé et l'or comme le pensent des économistes qui répètent les paroles de Marx. Il y a plus de vérité dans une banalité : la valeur économique c'est le prix que l'on paye. L'évaluation monétaire est un rapport social. Combien d'unités de compte, combien de monnaie, pour avoir ce que le commerçant expose dans sa vitrine ? Peut-être qu'en payant comptant, une remise sera faite ? Peut-être vaudrait-il mieux attendre la période des soldes ou au moins la fin du mois ? Etc.

Le marchand de tapis sait parfaitement que la valeur économique n'existe pas en dehors de l'échange. La valeur du tapis est la quantité de monnaie qu'il arrivera à obtenir du client. Quand une firme multinationale colle une étiquette sur un emballage, la différence avec le marchand de tapis est dans la méthode de vente.

Quand le comptable de l'entreprise verse le salaire, le compte-chèques de l'employé augmente, quand cet employé paie l'essence à la station-service, il diminue. C'est ainsi que fonctionne l'économie française en 1976. Parler d'échange de marchandises n'est qu'une manière traditionnelle de s'exprimer apprise sur les bancs de la Faculté. Il y a plus de compréhension des relations économiques dans cette conversation entre deux copains entendue à l'entrée d'un magasin : «T'as des tickets ? Oui, j'ai un billet de 100». Ces jeunes gens avaient, me semble-t-il, bien assimilé qu'entre le ticket de cantine et le papier-monnaie les différences ne sont que secondaires.

Avant de voir comment fonctionne ce système de tickets, essayons de résumer cette évolution historique.

L'invention des techniques agricoles augmentant la productivité du travail, c'est-à-dire les quantités produites dans l'unité de temps, permet de créer de nouvelles formes de sociétés dans lesquelles la division du travail et de la consommation, les échanges d'activités spécialisées, nécessitent des évaluations quantitatives.

La structure de la société, les jugements portés sur les valeurs échangées, se modifient en conséquence. La société se divise en classes hiérarchisées et pour résoudre le problème des échanges quantitatifs entre ces différentes classes et les individus qui les composent, l'évaluation prend une forme monétaire par référence à des unités de compte. Ces unités de compte auront pendant longtemps pour support des quantités de marchandises particulières dont l'une, l'or, se révélera bien adaptée à ce rôle.'

L'histoire de la monnaie métallique montre, cependant une contradiction permanente entre la valeur propre de cette marchandise et le nombre d'unités de compte qu'elle représente. Le développement des échanges à grande distance est l'occasion de séparer la marchandise de l'unité de compte par l'invention de la monnaie de crédit ayant pour support l'écriture sur du papier. Le développement de la production, la multiplication et la généralisation des échanges économiques, exigent des quantités de monnaie telles que la monnaie métallique serait d'un emploi beaucoup trop coûteux pour pouvoir être utilisée. Par ailleurs, les besoins financiers conduisent les gouvernements à des émissions de monnaie métallique où la valeur du métal est de plus en plus réduite et enfin à des émissions massives de papier-monnaie. C'est ainsi que le support marchandise de l'unité monétaire disparaît et que s'institue une véritable comptabilité sociale dont la forme la plus achevée est un jeu d'écritures.

Cette rapide analyse montre comment peut fonctionner le matérialisme historique en tant que principe de recherche pour l'étude des sociétés. Nous avons vu, en effet, se manifester de multiples liaisons entre une superstructure idéologique, culturelle, technologique et les contraintes matérielles de l'infrastructure économique, contraintes résolues par l'emploi d'une évaluation monétaire des valeurs échangées dans le cadre d'une structure de la société.

Ce bref aperçu historique est une introduction à l'étude des liaisons et des contraintes de notre société actuelle. Il s'agit, comme dans les pages précédentes, de tracer une ligne générale plus que de faire des «découvertes». Les faits sont connus, il suffit de les décrire en les mettant à leur place. Nous commencerons par l'infrastructure.

Chapitre 4 : L'infrastructure économique

Il ne suffit pas de comprendre comment, à la fin de la préhistoire, il est devenu nécessaire de procéder à une évaluation quantitative des valeurs échangées. Nous devons montrer à quelle nécessité répond aujourd'hui une évaluation monétaire. Il n'est pas assuré que le même effet soit toujours produit par la même cause, une relation entre les valeurs et le temps de travail.

a) La contrainte de temps.

«On n'a rien sans travailler». Voilà une réflexion, celle d'un vieux paysan cévenol, qui n'est pas courante. On entend plus souvent des propos qui révèlent chez leurs auteurs la vision d'une économie fonctionnant sans contrainte, tout au plus quelques obligations : «Oui, il y en a qui pointent, ça doit pas être marrant !»

Sans aller jusqu'à cette caricature, il y a toute une pression idéologique pour nous faire admirer les charmes de la liberté de consommer tout ce que nous propose la liberté d'entreprise.

Effectivement, nous n'avons pas l'idée d'une contrainte quand nous circulons au milieu des rayons d'un grand magasin ou dans un centre commercial, quand nous feuilletons le

volumineux catalogue d'une société de vente par correspondance. Il y a des faits très symboliques. Par exemple, nous avons besoin pour vivre d'une alimentation qui nous procure un minimum de calories. Mais il est vendu aujourd'hui des aliments dits «basses calories» c'est-à-dire de la nourriture qui ne nourrit pas. Une image étonnante est celle de ces rayons et de ces boutiques où l'on vend des cadeaux. Non seulement ces «cadeaux» sont en général de très mauvais goût mais ce qui les caractérise est leur plus complète absence d'utilité.

S'il est un objet qui donne l'impression de liberté et de puissance c'est bien une auto. Or, les ménages qui n'ont pas de voiture aujourd'hui, sont une minorité en France. Certaines de ces voitures valent plus d'une centaine de milliers de F. lourds. Nombreuses sont celles qui peuvent rouler à 180 km/heure alors qu'il est interdit de dépasser 130. Et les voyages ? Quels rêves de liberté devant ces affiches : le Brésil, le Canada, les Antilles, l'Inde, le Japon, les plages de l'île de Djerba ! La vallée du Nil, tel un pharaon dans sa barque ! L'argent manque pour y aller mais c'est impressionnant. On parle de millions de touristes en Espagne ou en Italie.

Comment ne pas croire que nous avons échappé aux contraintes matérielles quand nous entendons ce vieux paysan nous raconter que ses parents, il y a à peine 60 ans, se nourrissaient toute l'année de châtaignes, de pois chiches et de fromages de leurs chèvres. Les pommes de terre, le pain, étaient un luxe. On mangeait une orange le jour de Noël. Ces souvenirs sont plus éloquents que toutes les statistiques, ils nous rendent sensible toute la distance qui sépare notre consommation de ce minimum de subsistance nécessaire à la vie.

Si, en France, des gens vivent dans la misère et près du minimum vital, la cause n'est pas dans le manque de moyens matériels. Beaucoup plus assurément, la responsabilité se trouve au niveau social.

Du côté de la production, le temps de travail est aussi sous la dépendance de facteurs sociaux. Dès l'Antiquité, l'apparition d'une classe dirigeante plus ou moins privilégiée, de domestiques, de soldats plus ou moins nombreux, de constructions religieuses monumentales, montre déjà des possibilités d'adaptation diverses dans le système des échanges.

Il est évident que les progrès de la productivité depuis cette époque lointaine ont considérablement augmenté ces possibilités. C'est ainsi que les luttes syndicales menées depuis un siècle ont imposé une limitation du temps de travail : dans sa durée hebdomadaire, dans sa durée annuelle par l'établissement de congés payés, dans sa durée totale par l'institution d'une retraite et la prolongation de la scolarité. Et que de gaspillages, de travaux inutiles, d'investissements de prestige, d'armements, de temps perdus ! Plus d'un million de chômeurs : des hommes et des femmes avec lesquels la société dite de libre entreprise ne peut rien entreprendre.

Il semblerait donc qu'il soit sans intérêt d'étudier les contraintes matérielles au niveau de l'infrastructure. Une telle analyse ne serait plus pertinente. La productivité du travail ayant atteint un très haut niveau, le rôle essentiel serait joué maintenant par la structure sociale et l'idéologie. Nous pourrions travailler moins et consommer autant ou moins, travailler plus ou mieux et consommer davantage.

Un tel point de vue cache justement l'essentiel : il faut toujours travailler. Si la classe dirigeante décide de l'orientation de la production et de la consommation, si la lutte des classes modifie d'une manière considérable les données économiques, les contraintes matérielles n'en existent pas moins. La consommation de superflu nécessite des producteurs de superflu.

La contrainte de temps est la «loi» de tous les systèmes économiques. Nous sommes toujours obligés de nous y soumettre car nous participons toujours, comme les Sumériens, à une division du travail et de la consommation. Il s'agit là d'une évidence mais on écoute et on lit parfois des raisonnements dont le bon sens est tellement absent qu'il paraît nécessaire d'insister.

La nature exacte de la contrainte de temps est tout à fait claire si l'observation est effectuée à partir d'un point qui permet de saisir la réalité dans toute sa complexité.

Marx observe la marchandise et toute sa réflexion s'organise autour de ce concept. Mais c'est Marx lui-même qui nous fait remarquer que les catégories les plus abstraites utilisées en économie sont sous la dépendance du niveau atteint par la société. (Voire 1ère partie, chap. 10, parag. c). Or la catégorie marchandise, au sens d'objet utile vendu sur le marché, est la moins propre à nous faire comprendre ce qu'est la production et la consommation en cette fin du XXème siècle en France.

Notre réflexion sera grandement facilitée si, au lieu de l'exercer sur, la production d'acier ou de textiles, branches en expansion du temps de Marx, nous l'appliquons sur des branches qui sont en expansion aujourd'hui. De ce point de vue, la croissance la plus spectaculaire au cours de ces trente dernières années est celle des services de santé. La consommation médicale tient une place de plus en plus grande dans les dépenses des ménages, dépenses en grande partie remboursées.

Le mot production ne peut plus être pris dans un sens étroit comme création d'un objet utile. Voici un médecin appelé au chevet d'un malade fiévreux se plaignant d'un mal au ventre. Il l'examine, le palpe et au bout de quelques minutes de consultation diagnostique une appendicite avec indication d'opération d'urgence. Tel est l'acte de production dans sa forme la plus évoluée, celui qui nous donne le concept abstrait dépassant et englobant tous les concepts précédents : pas d'objet produit, pas même de trace matérielle sur le malade. C'est une production d'information. La production a consisté à sauver une vie en envoyant le malade au chirurgien.

Dans la comptabilité nationale il est question de biens et de service. Le bien économique c'est ce que nous appelons une marchandise. Cette distinction entre bien et service est commode mais, pour notre analyse, elle est gênante car elle nous propose l'idée qu'il existe deux manières de produire : l'une en fabriquant un objet matériel, l'autre en se mettant directement au service de quelqu'un. Si commode soit-elle, cette distinction nous masque une réalité : fabriquer un objet matériel c'est aussi se mettre au service de l'acheteur et utilisateur de cet objet. Le concept de service est beaucoup plus général que celui de marchandise ou de bien économique.

Si je vais acheter des chaussures dans un magasin, le service de la vendeuse n'est pas la chaussure qui va de ses mains à mon pied, c'est le temps qu'elle passe à choisir des boîtes, à procéder à des essayages, etc. C'est dans ce sens qu'il faut repenser la catégorie abstraite de marchandise en y voyant le service, c'est-à-dire le travail de fabrication. La catégorie de service est plus signifiante que celle de marchandise. Acheter une marchandise c'est mettre à son service les ouvriers qui la fabriquent. Ne voir dans la chaussure qu'un morceau de cuir qui a circulé dans une usine serait ne pas voir l'essentiel et nous obligerait à supposer l'existence d'une substance mystérieuse cachée, coagulée ou cristallisée dans la matière du cuir comme un tanin, et qui lui donnerait sa valeur. Comme pour la vendeuse, un objet est passé entre les mains de l'ouvrier mais c'est le temps qu'il a mis à façonner le cuir qui est le phénomène quantitatif. Le nombre de chaussures produites n'est qu'une traduction imparfaite du temps de travail dépensé.

Au niveau de l'infrastructure, l'objet fabriqué ne doit pas nous cacher les temps de travail ajoutés dans chaque entreprise depuis la mine de charbon et la ferme de l'éleveur jusqu'au magasin du commerçant.

La notion de service permet de saisir immédiatement la liaison entre production et consommation car les deux opérations sont simultanées, le producteur et le consommateur sont face à face.

L'acte de production c'est le travail. Si nous essayons de concevoir la production dans sa plus grande généralité, nous devons faire abstraction de la nature du travail effectué. Nous avons alors un travail abstrait dont la seule caractéristique est l'emploi d'un actif pendant une certaine durée.

Mais la consommation est aussi, symétriquement, l'emploi d'un actif pendant une certaine durée. ***Il apparaît ainsi que la contrainte de temps n'est pas autre chose que la contrainte qui caractérise le travail : le temps pendant lequel on n'est pas libre, le temps pendant lequel on est au service des autres.***

Au niveau de l'infrastructure, la seule chose que l'on puisse mesurer, la seule chose qui puisse définir une mesure générale de la production et de la consommation est le temps de travail pendant lequel un service a été produit. En l'absence d'évaluation monétaire qui nous placerait à un autre niveau d'analyse : on ne peut additionner les tables et des consultations médicales. Produire et consommer une marchandise c'est produire et consommer des temps de travail. Derrière l'idéalisme de la notion de valeur définie par Marx comme une somme de temps de travail «coagulés», se cache une réalité bien matérielle : les temps de travail effectivement employés à produire, non pas une valeur, mais un service.

L'activité économique est un flux. Un flux se mesure à la quantité qui s'écoule dans l'unité de temps. La nécessité d'une évaluation quantitative a pour unique origine la liaison entre la production ou la consommation et le temps.

La consommation est liée au temps parce que l'efficacité du bien ou du service consommé n'est relative qu'à une certaine période. On consomme pour créer une situation dont le maintien exige le renouvellement de la consommation. Cela se conçoit parfaitement bien avec les biens alimentaires qui sont consommés chaque jour. Mais il en est de même pour le chauffage, les textiles, les soins médicaux, les meubles ou les loisirs, dès que l'on envisage une population importante. L'organisation d'un flux de production serait d'ailleurs impossible si le flux de consommation avait continuellement des variations brusques et imprévisibles de grande ampleur. La notion même de quantité consommée perdrait son sens en l'absence d'une liaison avec le temps de consommation.

En résumé, à l'origine du flux de biens et de services il y a un flux d'activités, un flux de temps de travail. Et à la sortie du flux on ne peut consommer que ce qui est entré : des emplois de temps de travail. En consommant, nous mettons à notre service un certain nombre de travailleurs pendant une certaine durée. L'évaluation quantitative répond toujours à la même nécessité qui a été à l'origine de son apparition : le partage des temps de travail de l'ensemble des actifs entre l'ensemble des consommateurs. Il s'agit bien d'une contrainte purement matérielle et nous verrons dans le chapitre suivant comment elle est résolue par une contrainte monétaire au niveau de la structure sociale.

b) La population active employée.

En 1975 la population active employée à notre service se répartissait ainsi :

Agriculture, sylviculture, pêche.....	2 274 600
Industrie.....	6 009500
Bâtiment, génie civil et agricole.....	1 883 000
Transports et services marchands.....	4742500
Commerces.....	2484900
Assurances et organismes financiers.....	484 000
Services non marchands.....	3 450 700
Emploi intérieur total.....	21 329200

(Sources : I.N.S.E.E. Rapport sur les comptes de la nation de l'année 1975).

Ce tableau introduit une observation importante. Elle a été préparée dans la première partie au chapitre 10 par l'analyse de la notion de travail productif ou improductif.

Nous pouvons, en effet, discuter de la répartition de cette population active en la jugeant bonne ou mauvaise et en proposant d'en exclure telle ou telle catégorie d'actifs considérés comme improductifs. L'économiste n'a pas le droit de procéder à une telle opération. Du moment que quelqu'un demande à une personne d'employer une partie de son temps pour lui fournir un service quel qu'il soit, l'économiste doit s'effacer devant ce fait et se contenter de l'enregistrer comme l'emploi d'un actif et la consommation du service considéré. A partir d'une critique politique, nous pourrions souhaiter que la société fonctionne autrement mais le fait est que dans la France de 1975 l'infrastructure économique a fonctionné ainsi. C'est l'ensemble de cette population active qui a été employée.

L'antimilitariste peut estimer qu'il n'a pas besoin d'une armée et que les militaires ne produisent aucun service utile. Il paye cependant des impôts, au moins indirects, par exemple en achetant un paquet de nouilles, et par là consomme de la Défense Nationale. C'est le pouvoir politique qui a jugé utile et nécessaire pour maintenir nos conditions d'existence de constituer une force armée. Il intervient ainsi dans l'infrastructure économique en créant des emplois et, par un prélèvement fiscal, en imposant une consommation de services militaires.

Le mot production doit être pris dans le sens défini plus haut. Des activités destructrices sont productives quand elles répondent à la demande d'un service. L'enlèvement des ordures est aussi une production. La lutte contre la pollution est une production, qu'il s'agisse de la plantation d'une forêt ou de la purification des eaux usées. Un environnement agréable fait tout autant partie de nos conditions d'existence que la consommation de viande. Produire c'est reproduire ces conditions d'existence. Quand un actif est employé c'est qu'il est jugé par quelqu'un, à tort ou à raison, que son emploi est nécessaire à son ou à notre existence.

Nous n'avons plus les limitations qui s'imposaient à Marx pour construire une théorie répondant aux besoins de son époque. Nous retrouvons la position d'observation qui est indispensable pour toute analyse scientifique. La justesse de cette position se trouve vérifiée par le fait que les fonctionnaires considérés avec mépris par Marx, sont aujourd'hui des syndicalistes et des militants qu'il est difficile de distinguer des ouvriers.

Les problèmes de mesure de la complexité du travail disparaissent également. Au niveau de l'infrastructure nous n'examinons que les contraintes matérielles et non la manière dont le temps de travail est évalué. Nous retrouvons, d'un point de vue pratique, le concept de temps de travail abstrait que recherchait Marx.

c) Le temps employé à produire.

Le temps de travail nécessaire à produire une consommation peut être compris de deux façons, selon une conception historique ou synchronique.

La conception historique est celle que l'on trouve habituellement dans les ouvrages de vulgarisation marxiste et c'est la première qui vient tout d'abord à l'esprit. La table achetée dans un magasin a nécessité x heures pour être fabriquée et mise en vente. Cette idée, simple à première vue, se révèle à l'examen d'une complexité telle qu'elle ne peut faire appel qu'à l'imagination, aucun calcul n'est susceptible de la concrétiser. Le temps de travail du commerçant, du menuisier peuvent être connus. Mais il faudrait remonter plus haut : au scieur, au bûcheron qui, les années précédentes ont coupé le bois et les planches; plus loin

encore, aux forestiers qui, cinquante ans plus tôt ont planté les arbres. Chacune de ces activités a nécessité des investissements, des machines, des moyens de transport, des chemins de fer, des routes qui peuvent dater de plusieurs siècles, etc. Par le jeu des consommations intermédiaires et des investissements, nous serions amenés à mettre à contribution toute l'économie nationale en remontant les siècles indéfiniment. A Nîmes, dans les Arènes, les spectateurs consommeraient encore le travail des Gallo-Romains.

La méthode historique est donc impossible. En outre, contrairement à ce que l'on pourrait penser en se référant à ses vulgarisateurs, cette conception n'est pas celle de Marx, tout au moins d'une manière certaine. Si l'on s'en tient au principe formulé dans la première partie du Capital, la valeur d'une marchandise est proportionnelle au temps de travail socialement nécessaire à la produire **actuellement**, car l'arrivée sur le marché d'une production obtenue à partir d'une productivité supérieure oblige toutes les autres valeurs à s'aligner sur cette nouvelle moyenne. (Voir chapitre 9 de la 1^{ère} partie, parag. b.). C'est ainsi que doivent être calculés les amortissements.

De plus, la méthode historique n'a aucun intérêt car elle ne donne pas une description exacte de la réalité économique. Les relations économiques sont constituées d'événements contemporains. Certes, les générations passées nous ont légué une infrastructure, des moyens de production sans lesquels l'efficacité de notre travail serait très faible. La différence entre un pays développé et un pays qui ne l'est pas, tient à cette accumulation de travail dans le passé, accumulation qui permet aujourd'hui de faire en une heure ce qui, en son absence, nécessiterait plusieurs jours. Mais les échanges ont lieu entre des hommes qui travaillent et consomment en même temps sur la base de cette infrastructure, bonne ou mauvaise, efficace ou inadaptée, archaïque ou moderne. Ce qui est important, ce n'est pas le travail des hommes qui ont contribué dans le passé à fabriquer la table que j'achète, mais celui des hommes dont l'activité présente concourt à la production des tables, car, par cet achat, j'interviens sur ce marché particulier, je contribue à son fonctionnement, je mets ces hommes à mon service.

L'économie fonctionne selon le principe que l'on pourrait appeler celui de la commande tacite.

Pour reprendre l'exemple de la table, nous pouvons demander à un menuisier de nous fabriquer ce meuble en chêne, en noyer ou en châtaignier. Le menuisier se mettra au travail et pendant tout le temps qu'il durera, il sera à notre service. Mais si nous achetons une table dans un magasin d'ameublement, celle-ci est déjà fabriquée et la commande au menuisier s'effectue par l'intermédiaire du commerçant qui interprète les ventes réalisées dans son magasin pour prévoir l'évolution future de la demande de tables. Le menuisier travaille alors pour des clients futurs. Le système économique maintient en permanence un flux d'activités de façon à maintenir le flux de consommation. C'est notre consommation actuelle qui tient lieu de commande aux producteurs.

L'économie est la création d'un flux dans lequel les relations internes sont synchroniques sur la base d'un héritage du passé. Il faut considérer que les hommes et les femmes à notre service en 1976 ne sont pas ceux qui ont travaillé, en 1975 et avant, à produire les objets précis que nous consommons mais ceux qui travaillent en 1976 à produire le flux des objets identiques à ceux que nous consommons en 1976. Les agriculteurs à notre service ne sont pas ceux qui sont à l'origine du pain que nous mangeons actuellement mais ceux qui labourent et sèment en ce moment le blé d'hiver.

Il est évident que le système de la commande tacite n'est pas parfait. Mais il est impossible de faire autrement. Construire une ligne de chemin de fer sur la base d'une analyse de l'évolution du trafic actuel, c'est prévoir que des générations qui ne sont pas encore nées, l'utiliseront. Il faut bien passer la commande à leur place sinon elles auront des difficultés de transport. L'erreur de prévision est cependant possible, et il peut arriver

que les générations en question préfèrent utiliser la voiture, les camions ou les vélos. Dans ce cas la ligne ne serait plus rentable. C'est tout le problème de l'analyse de la conjoncture et de la prévision économique.

Nous verrons que cet équilibre, en perpétuel déséquilibre, du flux économique au niveau de l'infrastructure trouve sa correspondance dans un équilibre monétaire au niveau de la structure sociale. En effet, les achats des consommateurs mettent en circulation les unités de compte qui servent à payer les producteurs actuels. A ce niveau, la liaison synchronique est tout à fait évidente.

Enfin, pour les habitués du tableau d'échanges interindustriels, devenu dans la nouvelle présentation de la comptabilité nationale le T E S, le tableau des entrées-sorties, la méthode synchronique se justifie par l'exploitation du tableau pour des calculs du temps de travail - ou de la quantité d'un produit - nécessaire à la production d'une catégorie de biens ou de services. On ne peut, en effet, calculer le temps ou la quantité nécessaire que dans le cadre de la période d'un an choisie. La pratique se trouve ici en conformité avec la théorie.

d) La contrainte d'efficacité.

Il ne suffit pas que 21 millions d'actifs soient employés, encore faut-il qu'ils produisent notre consommation. La nécessité d'une évaluation quantitative a été expliquée par une contrainte matérielle : répartir les flux d'activité contemporaine au service des consommateurs. Mais cette répartition s'effectue par l'intermédiaire des produits de cette activité. C'est la répartition des biens et des services que perçoivent les consommateurs. La quantité de ces produits, lorsqu'elle est mesurable et significative, détermine le niveau de consommation.

Or cette quantité ne dépend pas seulement du temps de travail dépensé à produire mais de l'efficacité de ce travail. Efficacité qui dépend elle-même de différents facteurs infrastructurels bien connus tels que l'importance et la qualité des moyens de production, des ressources naturelles, des possibilités plus ou moins avantageuses de commerce extérieur.

En ce qui concerne les moyens de production, plusieurs points sont à rappeler. Ces moyens sont le fruit d'un travail et ils doivent être renouvelés pour maintenir le flux de biens et de services. Dans les flux d'activités que nous consommons il y a ceux qui maintiennent l'appareil de production en état de fonctionner. En achetant une table, la commande tacite s'adresse aux menuisiers et aux bûcherons mais aussi aux fabricants de tronçonneuses, de scies à ruban ou de camions. Ce qui revient à assimiler les investissements productifs à des consommations intermédiaires : il s'agit toujours d'achats de biens et de services utilisés au cours de la production.

Le plus souvent et pour des raisons diverses, le flux d'investissement n'est pas simplement maintenu, il est amplifié et perfectionné par la fourniture de machines qui permettront au travail d'être plus productif.

L'introduction de ce matériel moderne a très rarement des effets sensibles immédiatement sur la production, nationale. Seule la mise en route de grands complexes industriels dans des pays ou des régions sous-développés provoque rapidement des changements visibles. C'est pourquoi dans le cadre d'une observation de courte période, s'étendant par exemple sur une année comptable, on peut parler de niveau des forces productives. En fait, ce niveau n'est pas constant mais d'une année à l'autre les changements sont lents, dans le sens de la croissance tout au moins : quelques pour cent par an, pas plus. Au niveau de l'infrastructure il n'y a jamais de révolution au sens de changement rapide tel qu'il s'en produit sur le plan social et politique. Le travail s'effectue avec le niveau de productivité atteint par des siècles d'investissements. On ne peut passer outre et transformer du jour au

lendemain un pays pauvre en pays riche, tandis qu'en une nuit un pays colonial peut devenir indépendant. Nous sommes en présence d'une contrainte matérielle.

L'utilisation des ressources naturelles crée des contraintes de même nature. Selon leur abondance, leur richesse, leur commodité d'exploitation, l'efficacité du travail varie. Au fur et à mesure de l'épuisement des meilleurs minerais, il faut plus de travail pour en extraire le métal. L'absence de certaines matières premières oblige à les importer donc à travailler pour produire les exportations qui serviront à payer les importations. Tout ceci est bien connu.

Cette contrainte de productivité n'a cependant pas un caractère exclusivement matériel. La productivité dépend aussi de la façon dont la société est organisée, du succès obtenu dans l'élimination des pertes de temps, des travaux inutiles, du chômage, du gaspillage, des parasites et de bien d'autres facteurs d'origine sociale ou idéologique.

C'est pourquoi, plutôt que de parler de productivité ce qui suggère le rendement d'un travail particulier, un travail à la chaîne par exemple, il est préférable de parler d'efficacité du travail de la société considérée.

Nous pouvons maintenant résumer tout ce chapitre par une expression mathématique simple. Si l'on désigne par e l'efficacité du temps de travail t , par q les quantités produites et consommées, nous avons :

$$t e = q$$

Cette relation a la signification suivante : *en consommant la quantité q , nous avons mis à notre service des travailleurs pendant le temps t .*

Chapitre 5 : L'idéologie économique

Marx disait << que la propriété commune à toutes les marchandises est d'être des produits du travail. >> Non : la propriété commune à toutes les marchandises, mêmes fictives, même symboliques, est d'être des valeurs.

a) La valeur subjective.

Par des pulsions internes ou sous influence d'une pression sociale, l'individu éprouve des besoins de toute nature. Ces besoins donnent à tout ce qui permet de les satisfaire une valeur. Ces valeurs sont ainsi extrêmement diverses : esthétiques, politiques ou religieuses, alimentaires ou affectives, etc. Valeur désigne le résultat d'une opération mentale qui s'appelle fort à propos une évaluation, une appréciation, un jugement de valeur.

L'évaluation a tout d'abord un caractère très personnel, ce qui vaut pour l'un ne vaut pas pour l'autre, ou vaut moins. La valeur est le plus souvent une notion vague, insaisissable, très chargée d'affectivité, se diluant jusqu'au sentiment. Enfin, à la limite, le jugement de valeur peut être inconscient.

Que l'on ne pense pas que le raisonnement est ainsi poussé jusqu'à l'absurde. Ce cas limite permet tout au contraire de saisir avec exactitude la nature du phénomène.

Il est probable que l'opération psychologique que constitue l'évaluation a pour origine la nécessité de choisir une conduite. Que ce choix soit purement réflexe ou qu'il résulte d'une

estimation minutieusement rationalisée ne change rien à son principe. De ce point de vue, le phénomène de l'évaluation est commun à l'homme et aux animaux. L'animal en présence d'un danger prend la fuite ou passe à l'attaque. Sans discuter de savoir si cet animal a une conscience, il suffit de constater que, par son comportement, il traduit une appréciation de la situation, un jugement de valeur dans sa forme la plus primitive. Remarquons en passant que, dans l'évolution des espèces, le développement du cerveau et des organes sensoriels est lié à la mobilité de l'animal et donc à la nécessité de choisir un comportement.

Il peut sembler que nous sommes maintenant très loin de l'économie. Nous avons pourtant rejoint les recherches modernes de motivations dont l'intérêt est indiscutable même si cet intérêt est parfois exploité.

Les techniciens de la publicité se sont mis à explorer les mécanismes inconscients de l'évaluation. L'analyse du marché de l'automobile aux Etats-Unis a révélé que l'Américain n'achète pas une voiture, ce qu'il achète c'est du prestige; le directeur de Chevrolet a pu déclarer : «Nous avons cette année le meilleur claquement de portière que nous ayons jamais eu, le bruit de la grosse voiture» (Vance Packard : la persuasion clandestine). De même, les études de marché qui ont cherché à définir ce que représentait le parfum pour une femme ont trouvé des significations qui sont du domaine du comportement sexuel. Le parfum sert, inconsciemment, à provoquer une attirance selon certaines normes admises par le milieu social où l'on vit.

L'évaluation se présente ainsi comme une réaction à des événements, que ces événements soient internes ou externes, inconscients ou conscients. Elle consiste en un classement de ces événements qui s'exprime d'une manière primitive par un simple comportement, une attitude de refus, d'indifférence ou d'acceptation, mais qui peut se rationaliser plus finement par l'établissement d'une échelle plus ou moins graduée dans laquelle nous situons les événements à des niveaux différents. C'est alors, selon la place occupée dans le classement, que la décision sera prise, le comportement adopté.

Quelles que soient ses manifestations, le processus psychologique de l'évaluation est un classement, l'établissement d'un ordre, l'inclusion dans un ensemble ordonné. Que cet ordre se traduise uniquement par une attitude positive ou négative, ou qu'il s'exprime par des notions telles que : plus, moins - avant, après - au-dessus, au-dessous - par exemple ; elle est plus jolie, il arrive après, c'est aussi bête, c'est meilleur, etc., on peut ramener cet ordre à un schéma simple. L'évaluation, dans sa forme la plus générale, est un classement à trois réponses : moins, égal, plus.

Cette rapide analyse permet de comprendre que la difficulté théorique tient au fait que la valeur n'existe pas en elle-même. Si nous essayons d'imaginer une valeur unique, le sens du mot disparaît. La valeur se manifeste comme le résultat d'un classement et pour que ce classement existe il faut qu'il y ait au moins deux valeurs. Il en est de ces deux valeurs comme de l'Etre et du Non-Etre de Hegel qui n'existent que dans leur opposition.

Sur le plan subjectif, comme d'ailleurs sur le plan objectif, la valeur en soi n'a pas de réalité. Toute tentative de la définir en l'isolant à l'état pur est vouée à l'échec. En écrivant, ainsi qu'il a été fait plus haut, tout ce qui permet de satisfaire un besoin a une valeur, nous avons défini la valeur par rapport à une autre valeur qui est le besoin. La valeur ne peut se définir que d'une manière relative. Sur le plan subjectif est une valeur tout ce qui peut être inclus dans l'ensemble ordonné des valeurs.

La valeur d'usage décrite par les manuels d'économie et les marginalistes est une valeur subjective mais elle n'est pas la seule. Ainsi qu'il vient d'être mentionné, cette valeur d'usage ne peut exister que relativement à une autre valeur subjective qui est le besoin: Même au niveau subjectif il y a toujours une offre et une demande.

Réagissant contre la théorie de l'école classique qui, horreur ! avait donné naissance au Capital de Marx, et reprenant des idées anciennes, celles de Condillac par exemple, les marginalistes ont mis en évidence l'aspect subjectif de l'évaluation économique.

La subjectivité imaginée par les marginalistes prête à sourire. C'est une subjectivité idéaliste. Elle fonctionne selon une rationalité calculatrice dans la tête d'un homme isolé, n'appartenant à aucune société. Il pourrait être un Indien de l'Amazonie ou un P.D.G. du Texas, un commerçant sous Ramses II ou sous Napoléon III. Elle se résume dans une idée très simple : plus nous consommons une marchandise et moins nous en avons envie. Les progrès de la psychologie, la prise en compte de l'inconscient, ont heureusement donné un peu plus de consistance à ce courant de pensée.

Aujourd'hui, l'Histoire, l'Ethnologie, la Sociologie, en particulier une sociologie marxiste, élargissent et peuvent élargir encore ces recherches. Il me semble que la célèbre formule de Marx : «Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience» (Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique Ouv. cité p. 4) permet de remettre la valeur subjective à sa place.

On décrit abondamment l'idéologie de la consommation, l'idéologie de la croissance, l'idéologie du travail et bien d'autres. On ne peut plus contester que le jugement de valeur économique soit de nature idéologique et par conséquent, doive être traité comme un élément de la superstructure dans son mouvement propre et dans ses relations avec les autres niveaux. Tout le chapitre 3, où l'on parcourt à grandes enjambées l'histoire de la naissance de la valeur économique, me paraît vérifier l'intérêt de la méthode.

Dans l'histoire des civilisations, comme dans de nombreux aspects de la vie contemporaine, nous voyons de multiples passages des valeurs culturelles aux valeurs économiques et réciproquement. Passages qui ne sont possibles que par une équivalence, parce que les valeurs économiques sont des valeurs parmi d'autres, parce que nous portons sur les biens et les services des jugements qui sont de nature idéologique. Le paragraphe suivant montre un exemple qui semble très éloquent.

b) Le rôle en idéologie économique.

La théorie des rôles, telle que l'expose A.M. Rocheblave-Sperilé (La notion de rôle en psychologie sociale - P.U.F. Paris 1969), nous montre comment les échanges sont relatifs à des rôles, par exemple dans la famille ceux de père, de mère, d'enfants, de grand frère, ou, dans la société, le patron, l'ouvrier, le chef, etc.

Le rôle est «un modèle organisé de conduites, relatif à une certaine position de l'individu dans un ensemble interactionnel».

C'est tout un secteur de recherches qui est ouvert car l'importance de ces modèles idéologiques en économie est indéniable. Dans une très large mesure, la hiérarchie des revenus correspond à une hiérarchie des rôles. Le revenu du cadre «doit» être supérieur à celui de l'employé, même si son travail est plus agréable, moins fatigant et ce, à l'encontre des lois de la concurrence car plus on s'élève dans la hiérarchie, plus le nombre des candidats aux différents postes est grand.

Rocheblave-Sperilé expose l'importance des rôles d'âge : l'ancien, l'adulte, l'adolescent. Ici aussi, nous devrions remarquer que le phénomène est contraire aux principes de la concurrence. Le salaire des cadres supérieurs augmente avec l'ancienneté alors que la courbe d'efficacité, d'utilité, baisse en général quand approche l'âge de la retraite.

Nous retrouvons l'effet des rôles d'hommes et de femmes dans la plus ou moins grande ouverture de certaines professions aux femmes, dans l'inégalité des salaires masculins et féminins.

Enfin il faudrait étudier les conflits de rôles et leurs relations avec la dynamique des structures sociales, avec la lutte des classes. Le modèle est défini dans le cadre d'une idéologie. Or ces idéologies évoluent, des idées nouvelles apparaissent, des modèles nouveaux s'élaborent et entrent en conflit avec les anciens. Le capitaliste voit son rôle et celui de l'ouvrier selon les modèles de l'idéologie bourgeoise. L'ouvrier, l'intellectuel, se réfèrent à d'autres idéologies, d'où un conflit. Dans les échanges d'attitudes, l'autre ne joue pas le rôle que l'on attend de lui, il refuse même l'échange, le dialogue comme l'on dit aujourd'hui.

b) Valeur et prix.

La fameuse valeur subjective, la valeur d'usage, est donc beaucoup plus complexe que ne l'imaginaient les marginalistes. Elle recouvre les motivations inconscientes de l'individu et, surtout, l'imprégnation par des modèles culturels fournis par la société. L'évaluation est certes un phénomène subjectif, mais dont la référence est l'idéologie en tant que superstructure. Accepter un salaire, une profession, consommer tel objet plutôt qu'un autre, c'est s'intégrer dans une culture, dans un système de valeurs. Les valeurs économiques font partie de l'ensemble des valeurs.

Mais il faut aller encore plus loin et poser une dernière question : Est-ce que le jugement de valeur porté sur un bien de consommation, par exemple, et le prix de ce bien sont une seule et même chose ?

C'est Marx qui fait remarquer qu'il n'y a pas de commune mesure entre les valeurs d'usage. Il n'y a pas, sur le plan subjectif, de rapport quantitatif entre un gigot et une chemise. Nous avons simplement une préférence pour l'un ou pour l'autre, ce qui veut dire que les biens économiques sont toujours appréciés par nous de la même façon que les dons réciproques par les tribus primitives, d'une manière qualitative : «c'est mieux, c'est moins» etc...

C'est au moment où nous envisageons la transaction que la notion de prix intervient, mais nous sortons alors du domaine idéologique et subjectif pour entrer dans celui des relations sociales. Le jugement de valeur est un classement d'ordre de préférence, mais quand nous pensons au prix nous changeons de plan, nous passons de la superstructure à la structure sociale.

La valeur que nous attribuons aux choses est fonction de notre idéologie, mais le prix que nous les payons est un rapport social.

Chapitre 6 : Structure sociale et valeur économique

a) La comptabilité sociale.

Par la division du travail et de la consommation, l'économie constitue la trame profonde des relations sociales, au point d'être trop souvent la seule activité au cours de laquelle les hommes se parlent. Pourtant les théoriciens ont cherché ailleurs que dans ces relations l'origine des valeurs économiques.

Les marginalistes ont fait progresser nos connaissances en analysant la valeur subjective mais imaginer que la relation entre le temps de travail et le salaire est subjective n'est qu'une

des illusions de l'idéologie bourgeoise, celle qui voit les ouvriers ne se mettre en grève que sous l'influence subjective de «meneurs». En somme, il suffit de supprimer les meneurs pour que les salaires soient subjectivement justes. Le marginalisme est une des plus belles illustrations du matérialisme historique celle où l'on voit à quel point l'être social détermine la conscience.

Les relations économiques s'inscrivent dans l'ensemble des rapports, sociaux. Il est remarquable que les théoriciens qu'ils soient marxistes ou marginalistes, après avoir affirmé un certain nombre de principes, se soient orientés en fait vers l'analyse des structures et des rapports socio-économiques. Les situations respectives des échangeurs par rapport au marché, l'exploitation de l'homme par l'homme, les luttes de classes, les positions de monopole ou de concurrence, l'équilibre de l'offre et de la demande globales, c'est bien l'ensemble des relations sociales qui est examiné. Chacun constate que c'est à ce niveau que le prix est fixé. L'erreur est d'avoir cru qu'il s'agissait de fixer ce qui existait déjà.

Pour les deux écoles, la valeur est attachée à la marchandise. Pour les marginalistes, c'est l'utilité d'un bien ou d'un service qui lui donne sa valeur économique. L'échange n'intervient que pour déterminer la grandeur de cette valeur par la rencontre de deux subjectivités. Dans cette optique, la production de valeur coïncide avec la production d'utilité et la consommation de valeur avec la satisfaction du besoin. Point de vue inacceptable car en économie on n'a produit que lorsqu'on a vendu. D'un autre côté, pour Marx, nous l'avons vu, la valeur est cristallisée, coagulée dans la marchandise. Les économistes des deux écoles confondent la valeur économique soit avec le jugement de valeur, les marginalistes, soit avec ce qui est évalué, les marxistes.

Or, la première remarque est que la valeur économique est un rapport entre échangeurs. La valeur qu'il faut étudier est ce que les économistes appellent la valeur d'échange, la seule valeur objective.

Les théoriciens n'ont pas accepté de centrer leur analyse sur la valeur d'échange. Quand on échange **A** contre **B**, tout ce que l'on peut dire est que la valeur de **A** c'est **B**, et la valeur de **B** c'est **A**. Devant ce jeu de miroirs, connu depuis Aristote et d'une stérilité sans espoir pour celui qui rêve de dévoiler un mystère, les recherches ont été orientées vers ce qui est évalué ou vers le jugement de valeur, matières où les possibilités de développement rationnel sur des bases fausses sont infinies.

Les choses sont beaucoup plus simples et cette simplicité devient transparente quand la valeur d'échange se transforme en prix, quand la monnaie cesse d'avoir une valeur propre pour n'être qu'une unité de compte.

Dans l'échange de **A** contre **B**, si l'un des termes est de la monnaie le jeu de miroirs ne disparaît pas. Dire que **A = 10 F.** signifie que **10F. = A** et rien de plus.

La monnaie n'est ni un étalon de mesure, ni un équivalent général, c'est le support d'une unité de compte. En effet dans un autre échange on constatera que **A = 12F.** c'est à dire : **10F. = 10/12**

A L'unité de compte a une valeur *variable*.

L'unique propriété et définition de l'unité de compte est que toutes les unités sont équivalentes entre elles : 100 unités valent cent fois une unité, d'où la possibilité de calculs et d'une comptabilité sociale. Cette équivalence interne n'empêche pas l'absence d'équivalence externe, les unités de compte ont une valeur variable quand elles sont échangées avec autre chose que les mêmes unités de compte.

Les économistes ont tendance à regarder le passé, à ne pas comprendre que c'est la forme de transaction la plus évoluée qui est la plus révélatrice. Ils voient d'ailleurs le passé avec une lentille idéalisante car, dès l'apparition de la monnaie métallique dans l'Antiquité,

les pièces avaient une valeur qui ne correspondait pas à leur poids de métal (Voir chap. 3 de la 2ème partie). Aujourd'hui le problème est plus clair, la monnaie est en papier. On supprime même ce support en tenant directement une comptabilité en unités de compte : le compte-chèques, le compte-courant ou les droits de tirages spéciaux.

La valeur économique d'une chose, c'est le prix que quelqu'un accepte de payer pour l'obtenir. On donne par exemple son travail et on reçoit en échange de la monnaie c'est-à-dire des unités de compte, des tickets. On donne ces tickets et on reçoit en échange un bien de consommation.

La monnaie est le support de l'unité de compte d'une comptabilité sociale. C'est un document comptable qui n'a ni plus ni moins de valeur propre que les autres documents comptables : le reçu de la somme de, la facture acquittée, etc. La monnaie est un titre de propriété d'unités de compte.

Insistons sur ce point. Il ne faut pas voir le compte-chèques comme une formule de «remplacement» de la monnaie «normale», c'est-à-dire le billet de banque, ce dernier remplaçant lui-même la «vraie» monnaie, la pièce d'or. Tout au contraire, la tenue d'un compte-chèques avec ses transferts par virement d'un compte à un autre, met en évidence avec précision et clarté l'existence d'une comptabilité monétaire. La monnaie de papier, les petites pièces, ne sont que des moyens commodes de payer lorsqu'il s'agit de petites sommes ou, éventuellement de frauder le fisc. Acheter, vendre, c'est participer à une comptabilité collective.

L'importance de la distinction entre le jugement de valeur, la valeur subjective et la valeur économique est également à souligner. C'est le jugement de valeur idéologique qui nous fait accepter ou refuser un échange. C'est l'appréciation, l'opinion que nous avons de ce que l'on nous offre qui décident de notre choix. C'est notre courbe d'indifférence, la recherche d'un optimum pour parler comme les marginalistes, c'est une pulsion inconsciente, une tradition culturelle et surtout une pression sociale, c'est cet ensemble qui entre en jeu dans la décision. Mais, l'échange devient économique, lorsque le jugement de valeur se transforme en prix, quand on accepte le transfert des unités de compte.

L'habitude des transactions économiques réagit sur le jugement de valeur qui finit parfois par s'exprimer en unités monétaires : c'est beau parce que c'est cher ! A un touriste qui admirait un monument, le guide américain répondait : «Oui, ça a coûté tant de millions de dollars». Encore un bel exemple où l'être social détermine la conscience.

Cet envahissement de l'idéologie par la valeur économique est une perversion redoutable dont les économistes sont les premières victimes. Le fait que toutes les valeurs économiques puissent dans un échange être évaluées en unités de compte les rend homogènes : 10F. de pommes valent 10F de cigarettes. On peut additionner les tables et les chaises et calculer la croissance économique. Et, c'est parce que les marginalistes ont confondu le jugement de valeur et le prix que l'on s'interroge aujourd'hui sur la signification de la croissance. La croissance économique, telle qu'on la mesure, c'est la croissance d'un nombre d'unités de compte, et ce ne sera jamais rien d'autre. (Voir 4ème partie, chap2).

Le jugement de valeur se situe sur un autre plan que celui de cette comptabilité sociale. Reprenons l'exemple du médecin. La consultation médicale se paye 32 f. Quel rapport peut-il exister entre ce nombre de francs et le jugement de valeur que nous portons sur le résultat de cette visite ? A peu près aucun. Par contre, ces 32 F. sont une partie du revenu du médecin et donc sont à mettre en rapport avec les revenus des autres professions. Le prix de la consultation ne prend sa signification que dans le cadre d'une comptabilité collective.

b) La contrainte monétaire.

Les comptables de la Nation dressent des tableaux qui permettent de voir l'ensemble des opérations monétaires. Nous utiliserons ceux établis par l'I.N.S.E.E. pour l'année 1975, les derniers parus à ce jour et dont les chiffres sont encore provisoires (Rapport sur les Comptes de la Nation de l'année 1975).

Comme chacun sait, les opérations monétaires se divisent en deux catégories : les entrées et les sorties, les ressources et les emplois en comptabilité nationale. Pour mettre en évidence la contrainte monétaire, il suffit de décrire les échanges d'unités de compte entre les «ménages» - l'ensemble des personnes physiques résidentes, qu'elles vivent seules ou en famille - et l'ensemble du système économique pris comme un tout, sans s'occuper des relations à l'intérieur de cette grande entreprise mono-nationale.

Le tableau est le suivant :

Opérations monétaires entre les ménages et le système économique.

1975		en milliards de francs	
Ressources		Emplois	
<i>Opérations</i>	u.c.	u.c.	<i>Opérations</i>
Salaire bruts	573	990	Consommations + Investissements
Prestations sociales	300	73	Impôts
Revenus des entreprises ind.	185	63	Cotisations sociales
Revenus financiers	72	4	Assurances
Valeur ajoutée brute	87	28	Coûts financiers
Ajustement	26	85	Financement de l'économie
Total	1 243	1 243	Total

Une note en annexe indique la méthode suivie pour établir ce tableau, ainsi que le détail des chiffres. Elle explique pourquoi la valeur ajoutée par les ménages ne correspond qu'en partie à une recette monétaire : le paiement des loyers aux ménages propriétaires. Le reste est une évaluation arbitraire de valeurs d'usage produites par les ménages.

De ce fait, le total des ressources monétaires des ménages est surestimé et l'on peut admettre que son ordre de grandeur est de 1 200 milliards de F. (Tous les chiffres sont en nouveaux francs).

Malgré ces réserves, ce tableau a d'abord l'intérêt de nous donner les grandes masses des revenus et des dépenses des ménages. Il n'est pas inutile de savoir que les salaires, les prestations sociales et le revenu des entreprises individuelles constituent près de 90% de l'ensemble des revenus; les revenus provenant uniquement de droits de propriété sur des immeubles ou des capitaux : environ 10%.

Les entreprises individuelles sont constituées d'un ensemble d'une centaine de professions très disparates. Ce serait un grand progrès de la comptabilité que de les séparer au lieu de les réunir en un fourre-tout : agriculteurs, patrons-pêcheurs, artisans, commerçants et toutes les professions libérales. Ces «entrepreneurs» vivent principalement de leur travail et en partie du capital que représente leur entreprise, la distinction comptable entre les deux étant pratiquement impossible.

Dans les emplois, la principale dépense est la consommation et l'investissement. L'investissement se limite ici à l'achat de logements pour 88 milliards de F. Outre les impôts directs, les autres dépenses sont constituées de versements de cotisations sociales par les salariés et les non-salariés, d'opérations avec les assurances (solde), de coûts financiers, c'est-à-dire principalement des intérêts payés pour les emprunts contractés par les ménages. La masse de ces emprunts s'est augmentée de 45 milliards en 1975. Mais chaque année, l'épargne des ménages dépasse très largement le montant de ces emprunts : en 1975, elle s'est élevée à environ 130 milliards, sous forme de monnaie non dépensée 27 milliards, et surtout de nouveaux dépôts, 100 milliards. La différence entre l'épargne et les emprunts laisse un solde de 85 milliards de F. qui représente le financement net de l'économie par les ménages.

Cette description montre comment s'est réalisée une contrainte monétaire à partir d'une distribution de 1 200 milliards d'unités de compte aux ménages par le système économique.

Nous avons, dans ce tableau, un résumé de la comptabilité économique. Pour que cette comptabilité prenne tout son sens, il faut mettre à jour ses relations avec l'infrastructure.

Cette relation est évidente en ce qui concerne les salaires par lesquels le temps de travail reçoit une évaluation monétaire. Mais elle est également claire du côté de la consommation, soit que l'on consomme et paye directement un temps de travail dans le cas d'un service, soit que l'on consomme une quantité physique dans le cas d'une production de marchandise. Pour une marchandise, en effet, la contrainte $t e = q$ devient $t s = q p$ où s est le salaire correspondant à l'unité de temps et p le prix de l'unité de quantité. La valeur de la marchandise n'est que salaire ou revenus de ses producteurs.

D'une manière plus générale entre toute valeur monétaire v et le temps de travail t nécessaire à la produire, existe une relation telle que :

$$t = m v$$

où m est un coefficient **d'ouvroison** selon un mot utilisé dans l'industrie de la soierie pour indiquer qu'un fil est plus ou moins travaillé, façonné.

L'ouvroison d'une valeur est la durée de l'activité nécessaire pour produire une unité de cette valeur. Plus le coefficient est élevé, plus la valeur nécessite du temps de travail pour être produite.

Inversement, la valeur peut être faiblement ouvrée et même son **ouvroison** peut être nulle. C'est le cas des valeurs relatives à des droits, par exemple le droit de propriété. La

possession d'obligations, de bons du Trésor, plus couramment d'un livret de Caisse-d'épargne, procure sans travail un revenu sous forme d'intérêts (38 milliards de F.), ou sous forme de dividendes et autres revenus de sociétés (28 milliards) pour les actions. La propriété d'une maison, d'un magasin, d'une exploitation agricole permet d'obtenir un loyer, c'est-à-dire une valeur **d'ouvraison** nulle ou pratiquement nulle.

Il en est de même pour les droits sociaux en fonction desquels les assurés perçoivent des prestations sociales. Quel que soit le mode de financement de ces prestations par des impôts, par des cotisations des employeurs ou des assurés, la prestation est une valeur d'ouvraison nulle (encore que les démarches et formalités pour les obtenir représentent parfois un temps non négligeable). Ce sont les travailleurs contemporains qui produisent la consommation des retraités.

Par contre, dans le versement des cotisations sociales, il y a le paiement des services des employés des organismes de sécurité sociale. D'où une ouvraison faible. La même caractéristique se rencontre dans les coûts financiers et les primes d'assurances dont une partie sert à payer les services de 484 000 employés, d'où une ouvraison faible par suite des sommes importantes mises en jeu.

L'ouvraison est beaucoup plus élevée pour les impôts par lesquels nous payons les services des fonctionnaires, elle est proche de celle de la consommation et des investissements.

La comptabilité sociale se présente ainsi avec deux niveaux : un niveau apparent, le niveau social avec une contrainte monétaire, et un niveau caché celui des temps de travail avec une contrainte matérielle. La liaison entre les deux s'établit au moment où chaque ménage perçoit son revenu en fonction, soit de droits, soit d'un temps de travail. A ce moment est définie une ouvraison des ressources de ce ménage et, pour l'ensemble des ménages, une ouvraison de l'ensemble de leurs ressources.

Si v est une valeur monétaire en ressource et t le temps de travail donné au système économique, M l'ouvraison moyenne de l'ensemble des revenus, nous avons :

$$\text{Somme des } t = M \text{ Somme des } v$$

Mais la somme des ressources v est égale à la somme des emplois v' . De même, la somme des temps de travail t dépensés dans la production est égale à celle des temps t' qui sont consommés, employés au service de l'ensemble des ménages. D'où :

$$\text{Somme des } t' = M \text{ Somme des } v'$$

En définissant une ouvraison des revenus, le système économique définit simultanément une ouvraison de l'ensemble de la production et par conséquent de la consommation.

La comptabilité monétaire règle simultanément la comptabilité des temps de travail produits et consommés par chaque ménage. *La contrainte matérielle est résolue par une contrainte monétaire. La nécessité infrastructurelle est devenue structurelle.*

C'est bien la nécessité de répartir les temps de travail, d'une part entre les producteurs de biens et de services et d'autre part entre les consommateurs de ces biens et services qui impose une évaluation quantitative sous forme d'unités de compte.

Tout ceci est évident lorsque l'on montre que la valeur ajoutée par une entreprise, ou encore, la valeur de ce que vend l'ensemble des entreprises n'est que la somme des revenus qu'elles distribuent. Chaque producteur n'ajoute, à la valeur de ce qu'il achète et paie pour produire, que la valeur de son revenu.

Il suffit pour le vérifier de considérer à l'envers le petit tableau de la page 189. Les emplois des ménages sont les ressources du système économique, de cette vaste entreprise mononationale qui produit des biens et des services, des impôts, des cotisations sociales et des coûts financiers. Elle complète ces ressources en «émettant» c'est-à-dire en produisant des créances. Toutes ces ressources servent à payer les divers revenus des ménages. Elle ne peut augmenter la valeur de ses différentes productions sans augmenter les revenus distribués et réciproquement.

En fait, les entreprises ne sont que des organisations qui mettent les hommes en relation. Ce ne sont pas les entreprises qui produisent, paient des salaires ou des dividendes, vendent, etc., ce sont des hommes. Ce tableau est en réalité le résumé des opérations monétaires des ménages entre eux car en achetant ma consommation je paie le revenu de ses producteurs et je mets leur temps de travail à mon service, Ce qui est un emploi pour un ménage est une ressource pour un autre. Nous avons en quelque sorte fait disparaître le système économique pour mettre en évidence les relations de services économiques réciproques telles qu'elles s'établissent dans ce système.

Ce sont ces relations qu'il s'agit maintenant d'observer.

c) Les échanges inégaux de temps de travail.

La propriété d'unités de compte donne un pouvoir social. Avec ces unités on peut acheter sa consommation, ce sont des moyens de paiement. On peut aussi voir l'avenir avec moins d'inquiétude que lorsqu'on en est privé, ce sont des réserves. On peut aussi les prêter et par là permettre à quelqu'un d'acheter les investissements ou les biens intermédiaires nécessaires à la fabrication d'une marchandise ou encore les biens de consommation qui lui paraissent indispensables, ce sont des instruments de crédit.

Aussi, il existe une compétition entre les échangeurs pour obtenir le plus possible de ces unités et en céder le moins possible. Le pouvoir que donne l'argent, la fascination qui en résulte, ne datent pas d'aujourd'hui. Ce pouvoir social est indépendant de la nature des biens que l'on peut acheter. C'est un pouvoir abstrait parce que c'est, en tout temps et en tous lieux, le pouvoir de mettre des hommes à son service, quelle que soit leur production.

Il n'est nul besoin d'une théorie de la valeur pour étudier l'exploitation. Il suffit de la définir comme le rapport entre le temps de travail donné et le temps de travail reçu.

Lorsque nous échangeons deux valeurs, par exemple, notre revenu v contre notre consommation v' , les temps de travail échangés sont tels que :

$$t = m v \quad \text{et} \quad t' = m' v'$$

m étant l'ouvraison du revenu et m' l'ouvraison de la consommation.

Le rapport des temps de travail échangés est égal au rapport des ouvraisons :

$$t / t' = m / m'$$

Si ce rapport est supérieur à 1 nous perdons du temps dans les échanges, s'il est inférieur nous en gagnons.

Grâce à l'ordinateur et à la comptabilité nationale, différentes études, en particulier celles de Jacques Magaud (Population, Mars-Avril 1967), permettent - avec les réserves habituelles sur les lacunes de l'information statistique - de calculer le temps de travail nécessaire, en France, à produire les différentes catégories de biens et de services, en distinguant les branches où ont été effectués ces travaux et les catégories socio-professionnelles des travailleurs. On en trouvera une bibliographie dans l'ouvrage d'Alfred Sauvy : «L'économie du diable (Calmann-Lévy - 1976).

Pour notre propos qui est de donner de grands points de repère et d'expliquer le plus simplement possible l'essentiel, un tel luxe de détails est inutile. Pour disposer d'un ordre de grandeur acceptable, il suffit de considérer que la production de n'importe quel bien ou service exige des temps de travail répartis dans toute l'économie nationale. Pour fabriquer une automobile, il faut non seulement le travail des ouvriers de cette industrie mais également de tous ceux qui créent ce que l'on appelle les biens intermédiaires, ceux qui sont dépensés au cours de la fabrication d'automobiles ou incorporée aux voitures. Ce sont les ouvriers et employés d'E.D.F., du pétrole, du verre, de la sidérurgie, des métaux non ferreux, de la première transformation de l'acier, de la construction mécanique et électrique, du textile, etc. Ces différentes branches ont elles-mêmes besoin du travail des autres industries pour leurs fabrications. Pratiquement la production d'une marchandise quelconque nécessite la contribution de toutes les branches de l'économie nationale y compris les institutions financières, les assurances et les administrations publiques. C'est encore plus vrai si l'on ajoute aux consommations intermédiaires les investissements bruts et si l'on néglige, pour l'instant, le problème des échanges de temps dans les relations extérieures que nous verrons plus loin, et si l'on admet que le temps nécessaire à produire les importations n'est pas celui réellement effectué dans les pays d'origine, mais celui dépensé, en France, pour produire les exportations nécessaires à payer les importations. Les agriculteurs français, les ouvriers et employés de Renault, en travaillant pour exporter fournissent l'effort nécessaire pour que nous puissions acheter : pétrole, matières premières, fruits des pays chauds, etc. Dans ces conditions, le calcul du temps de travail nécessaire à produire une consommation de valeur v' peut être estimé grossièrement à partir d'une moyenne nationale.

Il est très important de souligner, pour les marxistes, que la formule du rapport d'échange des temps de travail est valable pour tous les participants aux échanges et pour tous les systèmes d'économie monétaire, même socialistes. Il y a monnaie parce qu'il y a échange de temps de travail.

Il n'y a aucune raison, a priori, pour qu'un travailleur d'un statut juridique particulier, l'ouvrier salarié d'un capitaliste, soit le seul à être un donneur de temps. Aussi, nous prendrons comme exemple celui du fonctionnaire célibataire, à l'indice net 185, dont la rémunération est indiquée dans les comptes de la nation de l'année 1975.

Son revenu annuel est d'environ 22000 F. Si nous prenons comme unité de temps de travail l'année - il n'existe pas, à ma connaissance, de statistique indiquant pour tous les actifs occupés le nombre d'heures travaillées effectivement - et comme unité monétaire le million de francs, l'ouvraison m du revenu de ce fonctionnaire est égale à environ **45**.

Pour calculer l'ouvraison de sa consommation, nous calculerons une moyenne à partir d'emplois monétaires portant sur l'achat de valeurs ouvrées, donc en éliminant l'autoconsommation et en soustrayant le financement de l'économie. Ces emplois monétaires s'élèvent ainsi à environ 1 100 milliards de F. ce qui, pour 21 329 000 années de travail, donne une ouvraison égale à **19**.

Nous en concluons que ce fonctionnaire a un rapport d'échange égal à **45 / 19**. Il échange à un peu plus de deux contre un.

Si l'on ne tient pas compte des prestations sociales, il est dans la même situation sociale que le prolétaire du XIX^{ème} siècle dont Marx disait que la consommation exigeait un temps inférieur de moitié à celui pendant lequel il travaillait. En supposant qu'il dépense tout son revenu dans la consommation, celle-ci ne nécessite qu'une demi-année de travail pour être produite. L'ouvrier spécialisé qui a un salaire équivalent est évidemment dans la même situation.

Avant d'aller plus loin, il n'est pas sans intérêt de réfléchir sur ce fait et d'en bien comprendre la signification. Nous ne sommes plus ici dans des généralités suspendues en l'air mais dans l'examen de situations particulières et précises. Lorsque l'ouvrier prend sa retraite ou est victime d'un accident du travail sur un chantier, il ne travaille plus tandis que sa consommation nécessite toujours un temps de travail pour être produite. Dans ces conditions, il n'est plus donneur de temps mais bénéficie, au contraire de la Sécurité Sociale, c'est-à-dire du travail des autres. D'exploité il est devenu exploitateur.

Parler d'exploitation de l'homme par l'homme dans le cas d'une victime d'un accident du travail est particulièrement choquant. C'est que les mots ne sont pas neutres. Ils impliquent un jugement moral. La manière dont Marx tranche le problème de l'injustice économique est trop simple. Plus exactement, ce problème est devenu plus complexe à notre époque par suite du développement des transferts sociaux. Ces transferts mettent, du point de vue exclusivement économique, le retraité dans la même situation que le rentier si les montants de leurs revenus sont identiques. Le jugement moral, bien entendu, se situe à un autre point de vue, celui de la justification de ces ressources.

La théorie de la plus-value ne permet pas de poser correctement le problème des échanges inégaux de temps de travail.

La réalité est pourtant simple : lorsque sont échangées deux valeurs A et B, si les valeurs sont égales, les temps de travail nécessaires à produire A et B sont très généralement différents, ne serait-ce que par le fait que A ou B est de la monnaie. Par conséquent, dans cet échange, il y a perte ou gain de temps. Sur cette base, une comptabilité sociale se réalise en additionnant les temps de travail mis en jeu à l'occasion de chacun des échanges. Dans une colonne sont mis les temps donnés, dans une autre les temps reçus et, au bout d'un an, les totaux de chaque colonne indiquent les termes de l'échange en temps de travail pour l'échangeur intéressé.

En dehors d'erreurs éventuelles de calculs, le principe de cette comptabilisation n'est contestable par personne et les partisans de la théorie de la plus-value imaginée par Marx devront bien réfléchir que «c'est ainsi que les choses se passent». C'est cette comptabilité qui permet de savoir qui perd du temps et combien, qui en gagne, et combien.

Une fois cette connaissance acquise, on peut et on doit juger. Le jugement moral est alors indépendant de l'analyse scientifique, il se situe sur un autre plan, celui de l'idéologie.

Depuis 5 ou 6 millénaires, la société est organisée sur la base de la division du travail et de la consommation de ce travail. Ce phénomène fondamental dont tout le monde parle est le plus mal connu. On sait aujourd'hui le nombre de Kgs de conserves de petits pois produites et la répartition de leur consommation en fonction des revenus, des catégories socio-professionnelles, du lieu de résidence, de l'âge du consommateur, etc. Il est scandaleux que l'on ne puisse en dire autant des temps de travail. Il y a en France 21 millions d'actifs, pour qui travaillent-ils ? Telle est la première question.

Cette question, aucun parti s'inspirant du marxisme, aucun gouvernement d'origine populaire n'a le droit de l'ignorer.

Une dangereuse illusion est très répandue : croire que la suppression de la propriété privée des moyens de production fait disparaître d'un coup de baguette juridique l'exploitation de

l'homme par l'homme - la différence entre le temps de travail fourni à la société et celui reçu en échange. Or le décret de nationalisation d'une entreprise prive la bourgeoisie possédante d'une partie de son pouvoir économique et politique, transforme les relations sociales à l'intérieur de cette entreprise mais, pour modifier les échanges de temps de travail entre les ménages, il faut aller plus loin et s'intéresser à tous les revenus. C'est un autre problème.

Nous ne devons jamais oublier que les échanges ont lieu entre des ménages, quel que soit le système économique qui encadre ces échanges. Les emplois des uns sont toujours les ressources des autres que l'entreprise soit publique ou privée. L'entreprise n'est jamais qu'un lieu d'échanges. Ce n'est pas elle qui exploite ce sont les hommes.

Le patron qui fixe le niveau des salaires fixe simultanément et en grande partie le niveau de consommation de ses employés. Cependant, ce n'est pas le patron qui paye les salaires, ce sont les clients de l'entreprise. De même, le revenu du capitaliste n'est pas payé par l'ouvrier en tant que producteur mais par le consommateur. C'est en achetant un poste de télévision que l'ouvrier donne les unités de compte qui serviront à distribuer des dividendes aux actionnaires, des salaires aux employés de l'entreprise et à dégager l'autofinancement de son expansion. Il n'y a pas de travail non payé. Il y a du travail mal payé ou trop bien payé ; il y a des profits, et le tout est payé par les clients, finalement par les consommateurs. C'est une banalité, mais il n'y a aucune raison pour que l'analyse scientifique s'éloigne de cette connaissance populaire.

L'emploi d'une unité de compte nationale fait entrer tous ceux qui l'utilisent dans une comptabilité des temps de travail où tous les échangeurs sont étroitement interdépendants, le total des temps consommés étant égal au total des temps produits, la part de l'un ne pouvant augmenter qu'aux dépens de la part des autres. Nous ne sommes plus du tout au niveau où se situent les réflexions des marginalistes. Aucun calcul d'optimisation n'est possible, une quantité en plus pour un échangeur signifie la même quantité exactement en moins pour les autres.

Il faut bien comprendre que la promotion de quelqu'un dans la hiérarchie sociale, pour être plus précis, dans la hiérarchie de la consommation, n'est pas sans conséquence sur la situation des autres membres de la collectivité nationale. Quels que soient les mérites personnels, les justifications, l'utilité sociale de celui qui bénéficie de cette promotion, il ne pourra consommer davantage de temps de travail sans que d'autres personnes en consomment moins.

Dans une période de croissance de la productivité, ce fait est masqué par l'augmentation générale des quantités produites et consommées. Mais nous verrons plus loin qu'il n'est probablement pas masqué longtemps.

Auparavant, quelques points sont à noter.

Les échanges inégaux de temps de travail ont deux origines : l'inégalité des revenus pour des durées de travail égales et l'existence de revenus non ouvrés.

En ce qui concerne l'inégalité, des notions comme celles de complexité, de qualification, n'interviennent pas dans la mesure des temps échangés, ce qui revient à considérer que tout facteur de valorisation du temps de travail est d'origine sociologique. Le temps est le même pour tous, toujours mesuré par la même horloge astronomique. Ce sont les hommes qui donnent aux heures de travail des valeurs subjectives ou monétaires différentes. Si nous voulons repérer correctement la nature des contraintes qui s'exercent dans les échanges économiques, une séparation claire entre les trois niveaux d'analyse est indispensable.

Différents droits permettent de consommer sans travailler ou de consommer plus sans travailler davantage. Ils peuvent être regroupés en deux catégories : les droits sociaux et les droits de propriété.

Les revenus provenant de droits sociaux sont comptabilisés sous l'intitulé : prestations sociales. Parmi ces prestations il est distingué :

- celles qui sont versées par la Sécurité Sociale et les Mutuelles et qui dépendent d'un système d'assurance sociale : 232 milliards de F. en 1975, dont, versé par les administrations publiques :

Maladie, invalidité, infirmité.....	78 milliards F.
Accidents du travail, maladies professionnelles.....	12
Retraite, décès, reversion.....	94
Maternité et autres avantages à la famille.....	39

- celles qui sont versées par les administrations publiques et privées en dehors de tout système de cotisation d'assurance ou de lien avec le travail : 27 milliards de F. en 1975 dont 9 aux anciens combattants, 2 aux chômeurs, 2,4 aux personnes âgées, 2 à l'aide médicale gratuite, etc.

- celles qui sont versées directement par les employeurs : 40 milliards de F.

Les autres revenus non ouvrés sont principalement constitués de revenus financiers : 72 milliards de F. Il en a été question plus haut. A part les revenus de la terre et les actions distribuées aux employés de certaines entreprises, il s'agit de revenus de capitaux monétaires : intérêts, dividendes. Les autres revenus de la propriété sont classés dans la valeur ajoutée par les ménages. Ce sont les loyers perçus par les ménages propriétaires. Le détail n'est pas indiqué dans les comptes mais ils doivent être de l'ordre d'une quarantaine de milliards de F. Nous arrivons ainsi aux environs de 110 milliards de F.

Il faudrait ajouter à cette somme les revenus provenant du capital investi dans les entreprises individuelles, revenu impossible à séparer de celui qui correspond à la rémunération du travail effectué. Cependant, dans bien des cas, par exemple celui des petits agriculteurs, des artisans, des petits commerçants, d'une manière générale ceux qui sont imposés au forfait, on peut se demander si cette distinction n'est pas une fiction comptable calquée sur la comptabilité des entreprises capitalistes. Aux prix actuels des terres et des résidences secondaires, il y a des propriétés de petits paysans qui valent 300 000 F. ce qui, à 10% d'intérêt, donnerait un revenu annuel de 30 000 F dépassant très largement celui que gagnent ces agriculteurs en travaillant 3 000 à 3 500 heures par an. Le CERC (centre d'Études des revenus et des coûts) a pu calculer (document n° 24) que l'épicier, le chauffeur de taxi, gagnent à l'heure de travail moins qu'un manoeuvre si l'on adopte ce point de vue comptable. Il faudrait plutôt prendre le point de vue inverse : considérer le revenu des entrepreneurs individuels comme un revenu du travail jusqu'à ce qu'il atteigne un maximum correspondant au niveau de qualification de la profession exercée. Au-delà, commenceraient les revenus des capitaux investis.

Ces réflexions, pour imprécises qu'elles soient, montrent que l'ensemble des revenus provenant de droits de propriété sur des capitaux monétaires ou immobiliers sont très inférieurs à ceux provenant des droits sociaux.

Devant ces faits, il est clair que nous ne sommes plus au XIXème siècle. Les biens et services consommés, d'une valeur de 300 milliards de F. correspondant au montant des prestations sociales, nécessitent 5 à 6 millions d'années de travail pour être produits.

Par rapport à l'époque de Marx et aux analyses qu'il pouvait faire, il y a deux changements importants. Le premier est le développement des transferts sociaux. En un siècle de combats de la classe ouvrière, des employés et des fonctionnaires, une bonne partie de la

«plus-value» est redistribuée pour une part importante aux travailleurs. C'est une grande victoire du mouvement ouvrier et il n'y a aucune raison de la dissimuler.

Le deuxième, changement est la manière dont la bourgeoisie perçoit ses revenus. Autrefois il s'agissait de profits, de bénéfices, d'intérêts. Aujourd'hui, l'impression est que cette source est relativement réduite par rapport aux salaires, aux prestations sociales et aux frais les plus divers pris en charge par les entreprises. Le même document du CERC indique que 300 000 P.D.G. et administrateurs délégués de sociétés sont, du point de vue fiscal des salariés. Cette solution est d'autant plus intéressante que les salaires, charges sociales et indemnités diminuent les impôts sur les bénéfices des sociétés, et que l'autofinancement permet de développer des investissements dont on reste propriétaire malgré un faible apport d'argent personnel.

Plutôt que d'essayer de faire entrer ces observations dans le cadre de la théorie énoncée par Marx, grâce au concept d'une plus-value invisible et insaisissable, il serait plus prudent de vérifier si d'autres hypothèses ne donneraient pas une meilleure idée du sens de ce changements. Le développement d'une bourgeoisie salariée suggère en effet une ligne d'évolution conforme à un schéma réformiste vers une technocratie d'Etat socialiste. Un capitaliste français, non des moindres, n'a-t-il pas déclaré qu'il ne verrait aucun inconvénient à ce que l'on nationalise son entreprise s'il en reste directeur général ? La propriété des actions donne le pouvoir et le pouvoir donne le revenu mais si l'on peut avoir le pouvoir et le revenu par d'autres moyens, la «bourgeoisie» peut continuer.

Il y a là un danger dont les disciples de Marx en France sont heureusement conscients aujourd'hui, même s'ils n'en voient pas les implications théoriques. L'abandon du principe d'une dictature qui à ses débuts peut être prolétarienne mais qui inévitablement devient celle de fonctionnaires est sur ce point une démarche salutaire.

La manière dont nous étudions les échanges inégaux de temps de travail, en dehors de tout statut juridique des échangeurs, projette sur les sociétés étudiées un éclairage tout à fait particulier qui laisse dans l'ombre bien de leurs aspects et, à l'évidence, des aspects essentiels. Mais il a l'avantage de montrer que, du point de vue strictement économique - l'observation des temps échangés - ce statut n'est pas déterminant. L'essentiel est dans le rapport des forces qui modifient les ouvraisons.

d) Valeur économique et rapport de forces.

C'est une expérience banale, à la fois populaire et scientifique, que les rapports de forces font varier le prix des marchandises et des services, les marges et les salaires. C'est l'opinion de la ménagère et celle du marchand de tapis. Ce que les économistes analysent sous le terme de rareté est un rapport de forces. Le possesseur d'une marchandise rare est dans une position plus forte vis-à-vis de l'acheteur que le possesseur d'une marchandise abondante. Une marchandise volée vaut moins cher que les autres car son vendeur et son acheteur sont vulnérables. Un spécialiste fait payer cher son travail car il est difficilement remplaçable. Un groupe de producteurs, grâce à un lobby parlementaire peut faire monter les prix par une intervention politique. Grâce aux syndicats, les ouvriers peuvent défendre leurs salaires, leurs partis s'opposent à l'influence politique des industriels. Le prix de monopole est un rapport de forces.

Puisque les théoriciens ont quelque goût pour Robinson Crusoe et les échanges à l'ombre des cocotiers, voici un exemple qui résume assez bien des millénaires d'échanges économiques. Dans ses «Voyages autour du Monde» le Capitaine Cook raconte un contact avec les Néo-Zélandais :

«Plusieurs naturels vinrent nous voir et apportèrent un peu de poisson malodorant, que je donnai quand même l'ordre d'acheter, afin d'encourager cette sorte de trafic. Mais, présentement,

leur but ne paraît pas être commercial, et ils sont plutôt disposés à nous chercher querelle. Le navire étant sur la carène, je craignais qu'ils ne nous causent des difficultés, et je fis tirer un peu de menu plomb sur un des premiers agresseurs».

Ces quelques phrases réunissent différentes manifestations de la valeur. Les «Naturels» offrent un don pour symboliser une attitude de non-hostilité, mais ils se méfient de ces étrangers et préféreraient les voir ailleurs. Cook, dont la mission est de préparer une colonisation, comprend le symbole et il accepte l'échange de dons, bien qu'au point de vue commercial la marchandise soit malodorante. Cependant, l'échange de symboles ne suffit pas à maintenir la non hostilité. «Un peu de menu plomb» expédié sur les «agresseurs» est chargé d'exprimer plus clairement le rapport des forces et de faire connaître la nouvelle échelle des valeurs, base d'une bonne colonisation.

Ce récit peut être rapproché d'une autre histoire. Il y a quelques années, dans une usine d'automobiles de la région parisienne, un ouvrier qui avait osé se présenter aux élections de délégués du personnel comme représentant de la C.G.T., trouva le lendemain sur sa machine un papier contenant une balle et sur lequel était écrit : «La prochaine, tu l'auras dans la peau». Ces deux exemples sont au moins aussi éclairants pour la théorie des prix que les histoires de troc.

Pour décrire les forces sociales qui interviennent dans la formation de la valeur économique, les techniques d'affrontement qu'elles utilisent, les grandes et petites manœuvres de la lutte économique des classes, c'est tout un ouvrage de sociologie qu'il faudrait écrire.

Dans ce but, il serait sous doute utile de préciser les notions de groupe et de catégorie qui sont souvent employées avec celle de classe. J.P, Courthéoux (Revue économique nov. 1951) résume assez bien l'usage habituel avec les définitions suivantes : « le groupe est l'ensemble d'agents capables de mener des actions collectives efficaces en ce qui concerne leurs intérêts matériels» tandis que la catégorie est « un ensemble d'individus qui présentent une identité de situation économique sans constituer pour autant une communauté d'intérêts capable d'agir à son avantage sur les conditions de production ou de répartition ».

On voit que le groupe est une subdivision de la classe sociale. Quant à la catégorie, elle est, pour paraphraser le Dr Knock, un groupe qui s'ignore mais que les circonstances peuvent mettre en mouvement. La couleur de la peau, le sexe, la religion, les particularités culturelles, tout peut servir de point d'appui pour une discrimination économique ainsi qu'en témoignent, par exemple, les rapports entre Catholiques et Protestants en Irlande du Nord, entre Blancs et Noirs aux U.S.A., entre les salaires des hommes et des femmes en France. Dans une période de croissance rapide où toute l'organisation de la société est secouée par de profonds changements que l'économie dite libérale ne cherche pas à contrôler, toutes les catégories sociales sont affectées. Des professions considérées comme des forces de conservation sociale se syndicalisent et rejoignent les mouvements populaires ; cadres, magistrats, policiers et même l'armée au Portugal.

On ne saurait donc se limiter au concept de classe sociale pour étudier tous les rapports de forces qui modifient les valeurs économiques. Prenons l'exemple de l'agriculture. Nous pouvons rapidement y relever les clivages suivants : ouvriers agricoles, métayers, fermiers, petits exploitants, gros exploitants, propriétaires non exploitants, producteur spécialisés tels que les vigneron du Midi, les betteraviers du Nord, les producteurs de blé ou de lait, les maraîchers ou les arboriculteurs. Si nous pensons avoir terminé ce recensement, il suffit d'une sécheresse frappant plus particulièrement une région pour qu'un nouveau groupe d'agriculteurs se mette en mouvement avec pour objectif le maintien de leur revenu. Des rapatriés d'Algérie achètent des terres et nous voyons la catégorie paisible des agriculteurs corses se transformer en groupe d'action violente.

Enfin les échanges inégaux de temps de travail délimitent un ensemble extrêmement vaste qui englobe notamment la classe ouvrière - les travailleurs manuels salariés - et les employés : celui des donneurs de temps. On peut dire que le peuple est constitué de ceux qui durant leur vie active sont des donneurs de temps.

Définissant le prolétaire comme le créateur de plus-value, Marx a pu lancer la célèbre formule : « **Prolétaires de tous les pays unissez-vous** » !

Il serait plus exact et politiquement plus juste de dire :

Donneurs de temps unissez-vous !

Ou encore : Ne donnez pas votre temps de travail à n'importe qui et pour n'importe quoi !

Il y aurait beaucoup à dire sur les moyens utilisés par les différentes classes et groupes sociaux pour défendre ou améliorer leur situation économique. Notons simplement quelques techniques les plus courantes.

La plus connue est la défense des salaires ou des traitements. Mais la défense des prix est aussi une défense de revenus pour les entrepreneurs, si bien que lorsqu'on parle d'une inflation par les salaires ou d'une inflation par les prix, il s'agit toujours en fait d'une inflation par les revenus.

Réciproquement, un blocage des salaires ou des prix des autres groupes sociaux est un moyen de défense des revenus du groupe auquel on appartient. Il y a également la défense des différentes rentes : fermages, loyers, pensions, dividendes, intérêts, etc. Une technique prend de plus en plus d'importance, c'est celle des transferts publics comme les prestations de la Sécurité sociale, les allocations familiales ou de logement, les indemnités du chômage ou de reconversion, les différentes formes d'aide aux agriculteurs, les subventions ou les prêts bonifiés accordés aux entreprises industrielles.

Il y a certes, des techniques individuelles de promotion en matière de revenu mais, pour la société, celles qui ont le plus d'importance sont les techniques collectives que nous venons d'évoquer. Bien que les classes et groupes sociaux n'aient pas à leur disposition une information statistique qui leur permette de juger avec précision leur position relative dans l'échelle des valeurs, de nombreux faits prennent à leurs yeux un caractère suffisamment symbolique pour déclencher leurs réactions. C'est que le développement économique, la croissance de la productivité, l'expansion ou la récession des différentes branches, les diverses fluctuations de la conjoncture modifient d'une manière incessante cette échelle des valeurs. Tout groupe qui ne veut pas se laisser distancer doit entreprendre une action pour regagner l'échelon perdu. Répétons-le : on ne peut améliorer l'ouvraison de son revenu sans détériorer celle des autres membres de la collectivité nationale.

Les luttes sociales aboutissent à la définition d'une hiérarchie des échanges de temps de travail où la place de chacun est définie par le rapport m / m' entre l'ouvraison de son revenu et l'ouvraison de sa consommation.

L'étude historique de cette hiérarchie économique est un sujet capital pour la théorie des prix. S'il était prouvé que cette hiérarchie est relativement stable dans le mouvement général et incessant de tous les prix, la preuve serait faite qu'au-delà des facteurs propres à chaque marché intervenant dans la fixation de chaque prix particulier, il y a une loi plus générale qui stabilise les échanges de temps de travail selon le rapport des forces entre classes et groupes sociaux.

L'existence d'une telle contrainte nous est suggérée par l'observation des échanges de temps de travail dans la production agricole. Qu'il soit serf ou métayer, le travailleur

de la terre a, pendant plus d'une dizaine de siècles, donné environ la moitié de son temps de travail au propriétaire du sol. Le partage à moitié n'est pas la règle absolue et des obligations annexes aggravent souvent la situation du travailleur. Mais c'est autour de cette proportion que se situe le rapport d'échange avec, semble-t-il, une amélioration lente au cours des siècles, la revendication actuelle des métayers étant le partage 2/3 pour le preneur et 1/3 pour le bailleur alors que l'inverse n'était pas rare sous l'Ancien Régime ou dans les colonies françaises.

Le plus étonnant est que cette stabilité et probablement cette amélioration, se réalisent alors que la productivité agricole progresse, ce qui aurait dû permettre au propriétaire de prélever davantage en maintenant le travailleur de la terre au même niveau de consommation.

Nous retrouvons un fait historique bien connu : le pouvoir économique se conquiert avant le pouvoir politique.

Les revenus, les temps de travail, sont les données économiques les moins bien connues et d'autant moins que l'on remonte dans le passé. Il est donc impossible d'avoir des certitudes. Cependant, un certain nombre de faits inclinent à penser qu'il existe une stabilité de la hiérarchie socio-économique, stabilité qui n'est affectée que par de faibles fluctuations momentanées ou par de lentes évolutions à long terme plus profondes dans le sens d'un resserrement de cette hiérarchie et d'une amélioration de la situation des donneurs de temps. Il y a là, en tous cas, une hypothèse de recherche qui a déjà retenu l'attention des économistes.

Ci-après, voici un tableau qui compare l'évolution des salaires dans différentes branches industrielles en France.

Gains horaires des ouvriers en 1954 et 1964

	Septembre 1954		indices 1964/54	Septembre 1964	
	Gain horaire francs	Écart relatif %		Gain horaire francs	Écart relatif %
Industrie polygraphique.....	1,93	131	253	4,87	139
Industrie mécaniques et électriques.....	1,71	115	224	3,82	109
Chimie et caoutchouc.....	1,65	112	236	3,90	111
Transports (sauf S.N.C.F. et R.A.T.P.).....	1,60	108	238	3,81	108
Production des métaux.....	1,58	107	240	3,79	107
Bâtiment et travaux publics.....	1,49	102	240	3,57	102
Verre, céramique, mat. de construction.....	1,44	98	250	3,61	103
Industries diverses.....	1,40	95	238	3,33	94
Papier-carton.....	1,40	95	240	3,36	95
Industries agricoles et alimentaires.....	1,38	93	234	3,44	92
Industrie textile.....	1,34	90	219	2,91	83
Industrie du bois, ameublement.....	1,34	90	232	3,12	89
Cuir et bois.....	1,28	86	228	2,92	83
Habillement, travail des étoffes.....	1,20	81	236	2,84	81
France entière.....	1,47	100	240	3,51	100

Source : Darras « Le partage des bénéfices » Paris 1966

On constate de légères variations des positions respectives des différentes industries. Elles paraissent certainement importantes aux intéressés. Mais ces variations de quelques pour cent sont à comparer à l'évolution du salaire horaire qui a été multiplié par 2,4 en dix ans tandis que la conjoncture dans ces différentes branches était très variable. L'évolution et la hiérarchie des salaires ouvriers échappent très largement aux lois du marché.

Cette stabilité n'est pas limitée aux rapports entre salariés des différentes branches industrielles. L'ouvrage cité : «Le partage des bénéfiques», fruit d'un travail collectif d'économistes, étudié avec les moyens disponibles, l'évolution dans le temps de la distribution des revenus des ménages en France. Il conclut :

« La confrontation des résultats dont on dispose pour les années 1956 et 1962 montre que, dans l'ensemble de la population des ménages, la dispersion des revenus saisis par les enquêtes n'a pratiquement pas évolué : les courbes de répartition relatives aux deux années 1956 et 1962 sont en effet quasiment parallèles ».

Il faudrait disposer de renseignements plus complets, plus précis, plus étendus dans le temps, couvrant des périodes d'expansion et de récession successives. Mais une expérience même aussi brève est une indication significative car il faut l'apprécier relativement aux bouleversements économiques concomitants. On ne réalise pas toujours la portée théorique du parallélisme relatif des évolutions des différents revenus. L'intérêt se concentre sur les variations de position de tel ou tel groupe et l'on note, par exemple, comme très important un glissement de 10%. Comme il s'agit des intérêts d'un groupe social, cette interprétation est compréhensible. Mais si l'on replace ce changement au milieu du bouleversement général des prix, des revenus et des niveaux de consommation, on est frappé qu'à travers toutes les perturbations économiques se manifeste une relative stabilité hiérarchique.

Il faut bien prendre conscience de la multitude des ajustements qui sont intervenus, puisqu'en huit ans, de 1954 à 1962, les prix ont augmenté de près de 50% et les revenus des ménages plus que doublé. C'est un changement incessant des revenus qui s'est produit et de multiples façons : hausses des salaires, revendications des fonctionnaires, hausse de prix, interventions de l'Etat, etc. Les décisions ont été prises à tous les niveaux, individuel, entreprise, syndicat, gouvernement. A travers tout cet enchevêtrement d'actions et de réactions provoquant un mouvement général de hausse de toutes les valeurs économiques, la seule chose relativement stable est l'échelle hiérarchique des revenus. Pour la théorie c'est le phénomène capital.

Sur une longue période, nous avons constaté qu'en 1975, l'O.S. et le fonctionnaire à l'indice 185 échangent leur temps de travail à deux contre un comme le serf au Moyen-Age. Marx estimait, au milieu du XIXème siècle, que l'ouvrier donnait au capitaliste la moitié de son temps de travail. Ces estimations sont très grossières. Mais toutes grossières qu'elles soient, il faut les comparer à l'ampleur des changements de la valeur nominale des salaires qui, entre 1840-45 et 1975, ont été multipliés par environ 3 000 tandis que la productivité du travail l'était par un chiffre de l'ordre de 5.

On peut aussi réfléchir sur la signification des travaux de Fourastié dont nous avons déjà parlé. Fourastié a cherché à montrer l'importance de l'accroissement de la productivité du travail. Mais les résultats obtenus vont au-delà de cet objectif.

Pour étudier la productivité, il faut calculer le temps total mis pour produire une marchandise ou un service et suivre son évolution dans le temps. La méthode proposée (Ouv. cité) part de la constatation que la valeur V d'une marchandise ou d'un service est une somme de revenus de tous ceux qui ont participé de près ou de loin à sa production. Si l'on connaissait le revenu horaire moyen R de toutes ces personnes, on pourrait en déduire le temps de travail H par la formule $V = H R$. La valeur est égale au temps de travail multiplié par le revenu horaire moyen.

En pratique, au lieu de R qui est inconnu, on utilise le salaire horaire moyen Sm d'un manoeuvre de l'industrie et l'on a $H = V / Sm$. H est appelé le prix réel de cette marchandise ou service.

Par suite de cette simplification, il est évident que H n'est pas le temps mis pour produire cette marchandise mais le temps que le manoeuvre doit travailler pour l'acheter. C'est un défaut de la démonstration. Mais voyons plus précisément en quoi il consiste. Revenons aux désignations utilisées jusqu'ici : t pour le temps de travail du manoeuvre, m pour l'ouvraison de son salaire, t' pour le temps nécessaire à produire la marchandise, m' l'ouvraison de sa valeur.

Le prix réel est alors :

$$t = t' \times m / m'$$

Lorsque la productivité augmente t' diminue. Dans la mesure où le rapport des ouvraisons est relativement stable par rapport aux variations de t' , le prix réel t diminue également. Nous retrouvons la remarque faite précédemment : le calcul est grossier mais le résultat est significatif parce que la réduction du temps employé à produire est d'une ampleur très supérieure à une modification éventuelle du rapport d'échange de l'ouvrier. Si t' est réduit de 5 fois en un siècle - chiffre admis en général - il faudrait que l'ouvrier soit 5 fois plus exploité pour que le prix réel soit le même.

On peut ainsi régler définitivement un vieux problème celui de la paupérisation. Le rapport m / m' est l'indicateur de la paupérisation relative, il reflète la situation d'un échangeur ouvrier par rapport aux autres échangeurs. Le prix réel t est par contre l'indicateur de la paupérisation absolue. S'il augmente, l'ouvrier doit travailler plus longtemps pour obtenir la même marchandise.

Par rapport à l'époque où vivait Marx, il faudrait que la paupérisation relative de l'ouvrier se soit aggravée 5 fois plus, qu'il échange en 1975 à dix contre un, pour qu'il subisse une paupérisation absolue. Ce n'est manifestement pas le cas. Un calcul élémentaire montre que l'O.S. échange à deux contre un si l'on prend l'ensemble de sa consommation. Le calcul est très grossier, l'erreur est peut-être de 10 ou de 20% mais certainement pas de 500%.

Ceci est d'autant plus vrai que les informations fragmentaires que nous avons sur l'évolution à long terme de la hiérarchie des revenus montrent un lent resserrement de cette hiérarchie. Par exemple, en 1891, les ouvriers hommes du département de la Seine avaient un salaire égal à une fois et demie celui des ouvriers de province. L'écart est aujourd'hui moins grand. En 1840, en France, le salaire des hommes était à peu près le double de celui des femmes. (Source : Encyclopédie Lamirault - article Salaire). Là aussi la différence est devenue moins importante.

Il est banal d'observer que les écarts de revenus sont plus grands dans les pays sous-développés, c'est-à-dire sans classe ouvrière importante, que dans les pays fortement industrialisés. De nombreux économistes se sont intéressés à ce phénomène. Leurs conclusions sont malheureusement toujours discutables par suite de la mauvaise information sur les revenus des privilégiés. Mais sur de longues périodes, elles vont en général dans le même sens, quand elles sont effectuées avec le minimum de sérieux.

Il semble donc, mais c'est peut-être une conclusion à tempérer, que les groupes sociaux et les grandes classes sociales arrivent à surmonter assez facilement les changements hiérarchiques provoqués par les aléas de la conjoncture à court terme, ils arrivent à retrouver plus ou moins rapidement un niveau voisin du niveau antérieur. Par contre, les transformations profondes de l'économie modifient lentement leur position stratégique et ils se trouvent alors soumis à des évolutions irréversibles.

Les études de prix réels permettent ainsi de remettre la théorie marginaliste des prix à sa place qui est modeste mais assurée. Si le prix réel suit à long terme, au moins grossièrement, la réduction du temps de travail nécessaire, c'est que le rapport des ouvraisons est relativement stable. Donc, au-delà des mécanismes de marché, au-delà de la loi de l'offre et de la demande, il y a un mécanisme régulateur d'ordre sociologique : les rapports de forces entre les classes sociales et en particulier avec la classe ouvrière qui a montré au cours de son histoire qu'elle « ne se laissait pas faire ». Les prix peuvent fluctuer suivant la conjoncture à court terme; à long terme ils entrent dans le cadre d'une hiérarchie des échanges de temps de travail. L'équilibre économique est fondamentalement un équilibre sociologique. C'est la structure sociale, c'est l'être social qui détermine l'évaluation économique.

Ce n'est pas un hasard si les ouvriers qui ont fait la Commune, ceux du département de la Seine, étaient les mieux payés de France. Si l'on parle aujourd'hui de stabiliser le prix des matières premières produites, par exemple en Afrique, c'est tout simplement parce que les capitalistes ont compris que si le pillage de ce continent continuait, les Africains deviendraient communistes.

Chapitre 7 : Les échanges internationaux de temps de travail

L'exemple de l'Afrique nous rappelle que le commerce extérieur peut être une source d'exploitation.

Dans les pages précédentes, il a été supposé que les échanges de temps de travail avaient lieu en circuit fermé dans un cadre national, ou, pour être plus précis, uniquement sur le marché intérieur. Il a été admis, pas seulement pour les commodités de calcul, mais aussi parce que les utilisateurs de l'unité de compte nationale sont solidaires, que le travail nécessaire à produire les importations était celui employé pour exporter les biens et les services servant à les payer.

C'est une vision étroitement territoriale qui convient très bien pour analyser les équilibres intérieurs et, en particulier, les équilibres monétaires. Mais lorsque l'on veut étudier l'exploitation des hommes, on ne peut passer sous silence les inégalités d'échange des temps de travail dans le commerce international.

Il est facile de comprendre que les exportations des pays sous-développés avaient, jusqu'en 1973, dans leur ensemble, une ouvraison très élevée étant donnés les faibles revenus dont disposaient leurs habitants, et malgré les intermédiaires, les sociétés qui prélevaient au passage des profits importants. (Depuis 1973 la situation a changé, au moins pour les exportateurs de pétrole). Par contre, l'ouvraison des exportations des pays développés était comparativement plus faible. Un calcul basé sur le revenu annuel par habitant (F. de Lagausie : Une théorie idéologique de la valeur, 1966 p. 169 - 173) permet d'avoir pour l'année 1960 des ordres de grandeur.

Les pays développés capitalistes échangeaient les temps de travail avec les pays sous-développés à un contre sept ou huit. Les importations des pays développés exigeaient l'emploi d'environ 73 millions d'actifs dans les pays sous-développés, tandis que leurs exportations vers ces pays ne nécessitaient l'emploi que de dix millions d'actifs environ.

En somme, nous exportons des hauts revenus et nous importons, dans l'ensemble, des bas revenus. Cette situation permet de saisir le rôle, peut-être le plus important, des taux de change. Le rapport entre deux unités de compte définit le rapport des ouvraisons entre

les deux pays et, par-là, les pertes ou les gains de temps de travail dans les échanges internationaux.

Il existe ainsi un marché international du travail où, comme sur le marché intérieur, jouent des rapports de forces. Le pays qui n'a pas les moyens de pression politique ou militaire, qui n'a pas de monopole industriel, technique ou scientifique est obligé de vendre son travail à bas prix pour pouvoir payer ses importations. Lorsque les rapports de forces se modifient à la suite d'une décolonisation ou par un effort d'acquisition des techniques qui permettent de briser les monopoles, alors le travail peut être vendu sur le marché international à un prix plus élevé, soit par une hausse du prix des produits exportés, soit par une réévaluation du taux de change.

Nous reviendrons sur ce sujet à propos de l'inflation. Pour l'instant, il faut noter que l'impérialisme n'est pas seulement le fait d'avoir sous sa domination des colonies. Des pays entiers peuvent en exploiter d'autres tout en respectant leur indépendance. Par le commerce extérieur, nous pouvons mettre à notre service des millions de travailleurs des pays pauvres.

Lénine, en étudiant l'impérialisme, a parlé de profits coloniaux. Mais la théorie de Marx ne permet pas de faire une analyse précise du phénomène. Il semble d'ailleurs exister entre pays socialistes des inégalités dans les échanges de temps de travail, inégalités qui expliqueraient certaines attitudes politiques.

Les échanges internationaux de temps de travail ne me paraissent pas suffisamment étudiés. S'ils l'étaient, on comprendrait mieux la prospérité passée ou présente de pays comme l'Angleterre ou les États-Unis. On pourrait mieux prévoir l'évolution à long terme des taux de change ou du prix des matières premières car nous allons dans ce domaine également, vers une réduction des inégalités d'ouvraison, sinon vers une égalisation.

Chapitre 8 : Conclusion

Dans la première partie, les bases de la théorie économique proposée par Marx ont été démontées pièce par pièce, analysées, critiquées. Nous avons cherché le pourquoi et le comment, le sens d'un langage Ricardien. Nous avons découvert l'apport original d'une dialectique de concepts métaphysiques.

Dans la deuxième partie, je pense avoir montré qu'il est aujourd'hui simple de reprendre cette recherche sur d'autres bases : le temps de travail au sens banal du terme, le prix payé chez le commerçant, le salaire inscrit sur la feuille de paye. Il est alors relativement facile de tracer la ligne générale d'une ébauche cohérente, matérialiste, ouverte, vérifiable et opératoire, de la réalité des relations économiques.

Dans cette conclusion, il paraît utile d'insister sur la méthode de recherche qui, reprenant le principe du matérialisme historique, décrit cette réalité selon **trois niveaux** :

1. **Infrastructure,**
2. **Structure**
3. **Superstructure.**

Pour comprendre les liaisons entre ces trois niveaux, il est indispensable de saisir la nature spécifique des contraintes qui les caractérisent et dont l'homme doit tenir compte dans son action.

1. **Contrainte matérielle** au niveau de l'**infrastructure** : le temps de travail nécessaire pour produire, le temps pendant lequel des hommes, des femmes, sont employés à notre service pour produire ce que nous consommons.
2. **Contrainte sociale** au niveau de la **structure** du fait de l'existence de classes et groupes qui luttent pour mettre à leur service ces temps de travail en établissant une comptabilité au moyen d'une évaluation monétaire.
3. **Contrainte idéologique** au niveau de la **superstructure** car la hiérarchie des échanges inégaux de temps de travail qui se réalise au cours de ces luttes sociales a sa réflexion dans des jugements de valeur.

Les contraintes monétaires ont pour finalité une contrainte matérielle l'emploi des temps de travail. Toute politique économique définit l'emploi de la population active : ce qu'elle produit et pour qui elle produit. Sous l'étalage de chiffres impressionnants, de millions et de milliards de francs qui laissent perplexes le non-initié et le font parfois rêver, il y a une réalité bien simple : le temps pendant lequel il faut travailler.

Si la première partie critique Marx sans ménagement, la deuxième explique comment les riches vivent mieux aux dépens de ceux qui travaillent pour eux, ce qui est, en somme, l'objectif poursuivi par la rédaction du Capital.

A la place d'une théorie idéaliste de la valeur et de la plus-value, nous avons une description des échanges inégaux de temps de travail, ce qui permet de définir un ensemble plus vaste que les prolétaires : **les donneurs de temps**. Plus permanent aussi, en ce sens qu'il existe dans toutes les sociétés de classes.

Il a toujours été dit que les luttes de classes se poursuivaient dans les sociétés socialistes pour des raisons qui, chose curieuse, échappent au principe du matérialisme historique. Ces luttes s'expliqueraient par une survivance idéologique, par des comportements bourgeois, par des déviations, etc. Il est difficile de savoir dans quelle mesure ces facteurs interviennent. Mais il est certain que des échanges inégaux de temps de travail existent dans les pays socialistes et qu'ils peuvent jouer un rôle dans ces « contradictions non-antagonistes ».

Ainsi l'observation des échanges de temps de travail est très révélatrice. Elle met à nu les mécanismes du fonctionnement interne des sociétés. Toute politique économique traduite en comptabilité de temps de travail devient d'une grande clarté. Il ne s'agit pas de se contenter de ces bilans ressources-emplois de la main-d'œuvre dont on a l'habitude dans les travaux de planification et qui servent uniquement à prévoir le nombre d'emplois selon la qualification dont les entreprises auront besoin.

Il faut aller beaucoup plus loin. Marx voulait montrer que les ouvriers travaillaient pour les capitalistes, pour les comptables, les employés de commerce et les fonctionnaires.

La question est aujourd'hui posée d'une façon plus précise, moins subjective et plus proche de la réalité : pour qui et pourquoi travaillons-nous ?

- Ou, sous une autre forme : combien de temps de travail pour produire la consommation des agriculteurs, des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des cadres, des professions libérales, des retraités et des bénéficiaires des assurances sociales ou d'une assistance ?
- Ou encore: quel est le bilan des échanges de temps travail selon le niveau de revenu ?

- Quel est le bilan pour chaque classe et groupe social ?

On a défini le socialisme par la disparition de la propriété privée des moyens de production. C'est dire le moyen et non le but. Je pense qu'il faut commencer par définir ce que sera une société socialiste : une société où les échanges inégaux de temps de travail sont maîtrisés, justifiés et contrôlés d'une manière démocratique.

Ensuite, on précise les moyens à utiliser en fonction du résultat recherché. Parmi beaucoup d'autres - par exemple la planification - vient en premier lieu la suppression de la propriété privée de grands moyens de production qui constituent dans la lutte des classes des forteresses de la bourgeoisie.

Alors on voit mieux l'intérêt et les limites de ce choix politique. On supprime la propriété d'entreprises privées ayant un caractère collectiviste, en ce sens qu'elles se sont constituées par l'absorption et la disparition de petites entreprises, qu'elles emploient des milliers de personnes et sont déjà dans leur gestion des administrations.

De telles entreprises jouent un rôle trop important dans la distribution des revenus, dans la fixation des prix et l'orientation des investissements pour les laisser aux mains d'intérêts privés avec pour unique objectif d'accroître le profit capitaliste.

La nationalisation n'est pas une fin en soi, la formule magique qui résout tous les problèmes.

Il s'agit simplement de se donner les moyens de réaliser une société où l'on ne donne pas son temps de travail à n'importe qui et pour n'importe quoi.

Donneurs de temps unissez-vous !

~~~~~  
*Rappel :*

La **Première partie** de l'ouvrage est une analyse critique du **Capital**.

La relecture du Capital ne doit pas être seulement critique. Elle est indispensable car en suivant le raisonnement de Marx, en analysant les difficultés qu'il rencontre et la manière dont il les surmonte, nous trouverons tous les éléments qui ouvrent la voie à une nouvelle formulation plus proche de la réalité : une définition **dialectique de la Valeur économique** (page 62).

Accès sur ce site Web : <http://mdlwws.pros.orange.fr/value/>

## Bibliographie

Cette bibliographie comprend :

- les publications des auteurs cités dans le texte,
- quelques ouvrages de vulgarisation,
- et des études se rapportant aux sujets traités.

- ALTHUSSER-ETIENNE BALIBAR L. : *Lire le Capital*, Maspero 1973 2 vol.
- BABY Jean : *Principes fondamentaux d'économie politique*. Éditions sociales 1949.
- BERGER Pierre : *Le marché monétaire*. P.U.F. Que sais-je. 1973.
- BERTHOUD Arnaud. : *Travail productif et productivité du travail chez Marx*.  
Maspero 1974.
- BRUNHOFF (de) S. : *La monnaie chez Marx*. Éditions sociales 1973.
- COOK Capitaine : *Voyages autour du monde*.
- DARRAS : *Le partage des bénéfiques*. 1966.
- DAUPHIN-MEUNIER A. : *Histoire de la Banque*. P.U.F. Que sais-je 1968.
- DECAILLOT M. : *Le mode de production socialiste*. Éditions sociales 1973.
- DELAUNAY J.C. : *Essai marxiste sur la comptabilité nationale*. Editions Sociales 1971.
- DENIZET Jean. : *La grande inflation* PUF 1977
- Divers auteurs : *Critiques de l'économie politique*. L'inflation. Maspero 1974.
- Divers auteurs : *Traité marxiste d'économie politique, le capitalisme monopoliste d'État*,  
Éditions sociales 1971.2 vol.
- Divers auteurs : *L'économie politique du capitalisme*. Éditions du progrès. Moscou 1974.
- DUBY Georges : *L'économie rurale et la vie des campagnes de l'Occident médiéval*.  
Aubier-Montaigne 1962.2 vol.
- FRIEDMAN M. : *Inflation et systèmes monétaires* Calmann-Lévy 1969.
- FOURASTIÉ Jean. : *Productivité, prix et salaires*. O.C.D.E. Paris 1957. La productivité.  
PUF. Que sais-je 1957.
- GALBRAITH J.K. : *Le capitalisme américain* Genin 1956 - L'Argent Gallimard 1976.
- GOOSSENS G. : *Asie occidentale ancienne. Histoire universelle*. Encyclopédie de la  
Pléiade T.1.
- HEGEL F. : *Morceaux choisis par Henri Lefebvre et Guterman*. Gallimard 1939.
- I.N.S.E.E : *Système élargi de comptabilité nationale*. Collection de l'INSEE C 44-45. 1976.  
: *Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1975* :  
: *La rentabilité des entreprises Économies et statistiques* N° 60. Octobre 1974.  
: *L'efficacité et la rentabilité de l'économie française de 1954 à 1974. Économie et  
statistiques*. N° 68. Juin 1975.  
: *Fresque historique du système productif*. Collections de L'INSEE 27 octobre 1974.
- KAHN Jacques : *Pour comprendre les crises monétaires*. Éditions sociales 1972. -
- LAGAUSIE (de) F. : *L'Économie du temps de travail* 1959.  
: *Une théorie idéologique de la valeur*. 1966  
: *De la nature de l'équilibre économique. Analyse et Prévision* Février 1969.
- LASSUDRIE-DUCHENE B. : *Économie politique et sociologie*. Revue d'économie politique  
Mai - Juin 1968.
- LECAILLON J. : *L'inégalité des revenus*. Cujas 1970.
- LÉNINE : *Marx, Engels, marxisme*. Éditions sociales.  
: *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Éditions sociales.
- LEONTIEV Lev. : *Précis d'économie politique*. Éditions du progrès. Moscou 1974.

- LEROI-GOURHAN A. : *La préhistoire. Histoire universelle*. Encyclopédie de la Pléiade. T1
- MAGAUD J. : *Équivalent travail d'une production*.  
*Nouvelle méthode de calcul et de prévision*. Population Mars-Avril 1967.
- MALTHUS Thomas-Robert : *Essai sur le principe de population*. Gonthier-Seghers 1963.  
*Principe d'économie politique*. Calmann-Lévy 1969.
- MANDEL Ernest : *Traité d'économie marxiste*. Union Générale d'éditions 10/18 Julliard  
 1962 4 volumes.
- MARX Karl : *Le Capital* Éditions sociales. 1948-1974. 8 volumes  
 : *Contribution à la critique de l'économie politique*. Éditions sociales 1972.  
 : *Théories sur la plus-value* (Livre IV du Capital) Éditions sociales 1974 3 volumes.  
 : *Grundrisse*. Union générale d'éditions 10/18 - Anthropos 1968.
- MARX Karl - ENGELS Friedrich : *Études philosophiques*. Éditions sociales 1947.
- MAUSS Marcel : *Essai sur le don*. Sociologie et anthropologie.
- MINC B. : *L'économie politique du socialisme*. Maspero 1974.
- MONTCHRETIEN (de) A. : *Traité de l'économie politique*. Marcel Rivière.
- PACKARD V. : *La persuasion clandestine*. Calmann-Lévy 1958.
- PARETO Vilfredo : *Manuel d'économie politique*.  
 Librairie générale de droit et de jurisprudence 1963. 2 volumes.
- PORTEUS John : *Les monnaies*. Hachette 1964.
- QUESNAY F. : *Tableau économique des Physiocrates*. Calmann-Lévy 1969.
- RICARDO David : *Principes de l'économie politique et de l'impôt*. Calmann-Lévy 1970.
- ROCARD Michel - GALLUS Jacques : *L'inflation au cœur*. Gallimard 1975.
- ROCHEBLAVE-SPENLE AM. : *La notion de rôle en psychologie sociale* P.U.F.1969.
- SAUVY Alfred : *L'économie du diable - Chômage et inflation*. Calmann-Lévy 1976.
- SCITOVSKY Tibor : *Les tendances des revenus des professions Libérales,  
 une comparaison internationale. Analyse et prévision* Mars 1966.
- SMITH Adam : *Essai sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Gallimard  
 (Idées) 1976.
- WALRAS Léon : *Abrégé des éléments d'économie politique pure*.  
 Librairie générale de droit et de jurisprudence 1953.
- ZARIFIAN P. : *Inflation et crise monétaire*, Editions sociales 1975.

## Table des matières du livre d'origine

|                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>INTRODUCTION</b> .....                                                       | 7   |
| <b>PREMIERE PARTIE LES CONTRADICTIONS D'UNE THÉORIE IDÉALISTE</b>               |     |
| <b>MÉTHODE</b> .....                                                            | 17  |
| <b>CHAPITRE I.</b> Principe de proportionnalité et principe d'équivalence ..... | 21  |
| <b>CHAPITRE II.</b> Élimination de la valeur d'usage .....                      | 25  |
| <b>CHAPITRE III.</b> Isolement des marchandises .....                           | 29  |
| <b>CHAPITRE IV.</b> Le temps socialement nécessaire .....                       | 35  |
| <b>CHAPITRE V.</b> Réduction du travail complexe au travail simple .....        | 41  |
| <b>CHAPITRE VI.</b> Les facteurs de valorisation du temps de travail .....      | 45  |
| <b>CHAPITRE VII.</b> Théorie de la monnaie et de l'équivalent .....             | 53  |
| <b>CHAPITRE VIII.</b> Théorie de la plus-value .....                            | 61  |
| <b>CHAPITRE IX.</b> Le taux moyen de profit .....                               | 67  |
| a) <i>Une nouvelle contradiction</i> .....                                      | 67  |
| b) <i>L'égalisation du taux de profit</i> .....                                 | 70  |
| c) <i>Disparition du principe d'équivalence</i> .....                           | 74  |
| d) <i>Un profond changement théorique</i> .....                                 | 79  |
| e) <i>Une plus-value bien commode</i> .....                                     | 81  |
| <b>CHAPITRE X.</b> Travail productif ou improductif .....                       | 85  |
| a) <i>Définitions</i> .....                                                     | 86  |
| b) <i>Production matérielle et production de services</i> .....                 | 90  |
| c) <i>La production de richesses</i> .....                                      | 91  |
| d) <i>Les cadres : ni productifs, ni improductifs</i> .....                     | 100 |
| <b>CHAPITRE XI.</b> Qu'est-ce que la valeur? .....                              | 105 |
| a) <i>Le point de départ : Les Classiques</i> .....                             | 105 |
| b) <i>Les raisons d'une déviation idéaliste</i> .....                           | 112 |
| c) <i>Un instinct naturel</i> .....                                             | 117 |
| d) <i>Une valeur hégélienne</i> .....                                           | 120 |
| <b>CHAPITRE XII.</b> Les dangers d'une théorie idéaliste .....                  | 125 |
| <b>DEUXIEME PARTIE LÀ LIGNE GENERALE</b>                                        |     |
| <b>CHAPITRE I.</b> Dialectique de la valeur et réalité .....                    | 135 |
| <b>CHAPITRE II.</b> Le matérialisme historique .....                            | 141 |
| <b>CHAPITRE III.</b> Naissance de la valeur économique .....                    | 149 |
| a) <i>Les échanges par dons réciproques</i> .....                               | 149 |
| b) <i>Naissance de la qualité et de la mesure</i> .....                         | 151 |
| c) <i>De la mesure des valeurs à l'évaluation monétaire</i> .....               | 157 |
| <b>CHAPITRE IV.</b> L'infrastructure économique .....                           | 165 |
| a) <i>La contrainte de temps</i> .....                                          | 165 |
| b) <i>La population active employée</i> .....                                   | 171 |
| c) <i>Le temps employé à produire</i> .....                                     | 172 |
| d) <i>La contrainte d'efficacité</i> .....                                      | 175 |
| <b>CHAPITRE V.</b> L'idéologie économique .....                                 | 179 |
| a) <i>La valeur subjective</i> .....                                            | 179 |
| b) <i>Le rôle en idéologie économique</i> .....                                 | 182 |
| c) <i>Valeur et prix</i> .....                                                  | 183 |
| <b>CHAPITRE VI.</b> Structure sociale et valeur économique .....                | 185 |
| a) <i>La comptabilité sociale</i> .....                                         | 185 |

|                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------|-----|
| b) <i>La contrainte monétaire</i> .....                                    | 189 |
| c) <i>Les échanges inégaux de temps de travail</i> .....                   | 193 |
| d) <i>Valeur économique et rapport de forces</i> .....                     | 203 |
| <b>CHAPITRE VII. Les échanges internationaux de temps de travail</b> ..... | 215 |
| <b>CHAPITRE VIII. Conclusion</b> .....                                     | 219 |

### TROISIEME PARTIE L'INFLATION

|                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>UNE MÉTHODE</b> .....                                                                             | 225 |
| <b>CHAPITRE I. Définition de l'inflation</b> .....                                                   | 227 |
| a) <i>Les théories et les politiques</i> .....                                                       | 227 |
| b) <i>Le blocage des prix</i> .....                                                                  | 230 |
| c) <i>Le contrôle des prix</i> .....                                                                 | 232 |
| d) <i>L'inflation : une baisse de l'ouvraison</i> .....                                              | 235 |
| e) <i>L'inflation et la productivité</i> .....                                                       | 236 |
| <b>CHAPITRE II. Mode d'emploi</b> .....                                                              | 239 |
| a) <i>Calcul de l'ouvraison</i> .....                                                                | 239 |
| b) <i>Relation entre l'ouvraison et le prix</i> .....                                                | 241 |
| c) <i>L'analyse théorique</i> .....                                                                  | 243 |
| <b>CHAPITRE III. L'inflation et les entreprises non financières</b> .....                            | 247 |
| a) <i>La diminution des heures travaillées</i> .....                                                 | 247 |
| b) <i>La croissance de la productivité des entreprises</i> .....                                     | 249 |
| c) <i>L'ouvraison des revenus distribués par les entreprises</i> .....                               | 251 |
| d) <i>Les fluctuations de l'offre et de la demande</i> .....                                         | 254 |
| <b>CHAPITRE IV. Le rôle des investissements dans l'inflation</b> .....                               | 257 |
| a) <i>L'analyse néo-classique</i> .....                                                              | 257 |
| b) <i>L'investissement, emploi intermédiaire</i> .....                                               | 258 |
| c) <i>La contrainte d'infrastructure</i> .....                                                       | 259 |
| d) <i>La résolution monétaire</i> .....                                                              | 260 |
| e) <i>Divergence des conclusions selon les définitions de L'inflation</i> .....                      | 262 |
| <b>CHAPITRE V. Les échanges extérieurs et l'inflation</b> .....                                      | 265 |
| a) <i>Le taux de change</i> .....                                                                    | 265 |
| b) <i>L'Extérieur comme branche du système économique</i> .....                                      | 266 |
| c) <i>Les importations, emplois intermédiaires</i> .....                                             | 268 |
| d) <i>La réponse par la variation de l'investissement</i> .....                                      | 269 |
| e) <i>La réponse par la variation de la consommation</i> .....                                       | 269 |
| f) <i>L'accroissement des exportations en période de sous-emploi</i> .....                           | 271 |
| h) <i>La balance des paiements</i> .....                                                             | 274 |
| i) <i>Les variations des échanges extérieurs perturbent la comptabilité sociale</i> .....            | 276 |
| <b>CHAPITRE VI. L'inflation et les administrations</b> .....                                         | 279 |
| a) <i>Les valeurs produites par les administrations</i> .....                                        | 279 |
| b) <i>Les échanges des administrations</i> .....                                                     | 280 |
| c) <i>Les cotisations sociales</i> .....                                                             | 280 |
| d) <i>L'élévation des impôts indirects pour résoudre des problèmes monétaires</i> .....              | 282 |
| e) <i>Les variations des impôts indirects en relation avec l'infrastructure administrative</i> ..... | 283 |
| f) <i>Les impôts directs</i> .....                                                                   | 284 |
| g) <i>Des opinions remises en question</i> .....                                                     | 285 |
| <b>CHAPITRE VII. L'inflation et les institutions financières</b> .....                               | 287 |
| a) <i>Les échanges des institutions financières</i> .....                                            | 287 |

|                                                     |            |
|-----------------------------------------------------|------------|
| b) Le taux d'intérêt .....                          | 288        |
| c) La politique du crédit.....                      | 289        |
| d) Les flux monétaires.....                         | 291        |
| e) Le débat entre monétaristes et sociologues ..... | 293        |
| f) Les restrictions de crédit et l'inflation .....  | 295        |
| g) Le contrôle du flux monétaire .....              | 297        |
| <b>CHAPITRE VIII. Supprimer l'inflation ? .....</b> | <b>301</b> |
| a) Le prélèvement conjoncturel.....                 | 301        |
| b) Faut-il supprimer l'inflation ? .....            | 304        |

## QUATRIEME PARTIE ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES

|                                                                                                                                |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>CHAPITRE I. La baisse du taux de profit.....</b>                                                                            | <b>309</b> |
| a) L'analyse de Marx.....                                                                                                      | 311        |
| b) L'« erreur » de Smith .....                                                                                                 | 313        |
| c) La reproduction élargie .....                                                                                               | 318        |
| d) Les calculs en termes monétaires .....                                                                                      | 319        |
| e) Les contraintes matérielles .....                                                                                           | 322        |
| f) Le profit est un rapport social .....                                                                                       | 326        |
| <b>CHAPITRE II. La croissance économique ? .....</b>                                                                           | <b>329</b> |
| a) Le flux trouble du quantitatif.....                                                                                         | 329        |
| b) Que mesure-t-on ?.....                                                                                                      | 332        |
| c) Le critère de la pratique .....                                                                                             | 333        |
| d) Critique théorique .....                                                                                                    | 337        |
| <br>Annexe : Note sur l'établissement du tableau des opérations monétaires<br>entre les ménages et le système économique ..... | <br>341    |
| <br>Bibliographie. ....                                                                                                        | <br>345    |

**FRANÇOIS DE LAGAUSIE**

## Les échanges inégaux de temps de travail et l'inflation

***Marxisme et recherche théorique en Economie***

*(Sous-titre ayant été oublié par l'éditeur)*

*Edition d'origine :*

ISBN 2-7157-0312-0 1978

***Editions Anthropos***

12, Avenue du Maine 75015 - Paris